



Rapport Financier Annuel 2007

Sommaire

- Rapport de gestion
- Comptes :
 - Comptes annuels
 - Comptes consolidés
- Rapport des commissaires aux comptes sur :
 - les comptes annuels
 - les comptes consolidés
- Attestation du rapport financier annuel 2007



EPC
GROUPE

RAPPORT DE GESTION 2007

Plan du rapport

Explosifs et Produits Chimiques – Comptes Sociaux	3
Comptes Consolidés	3
Situation Financière et Risques	3
Marge brute d'autofinancement	3
Dépenses d'investissement.....	4
Besoin en fonds de roulement d'exploitation.....	4
Trésorerie nette.....	4
Financement	4
Risques	5
Faits marquants en 2007.....	5
Acquisition de Pyrénées Minage.....	5
Signature d'un protocole avec Modern Chemicals	5
Création d'une filiale au Burkina Faso	5
Constitution de sociétés.....	5
Cession d'Exchem Polymer Systems	6
Acquisition d'ExploErg.....	6
Reclassement de titres de participation de Nitrochimie	6
Evolution de l'activité par zone géographique.....	6
Zone France Benelux	6
Zone Europe du Nord – Europe de l'Est.....	7
Zone Europe du Sud, Afrique et autres	7
Evolution des principales filiales	8
NITROCHIMIE	8
SIMECO.....	8
STIPS SA	8
STIPS TI.....	9
OCCAMAT.....	9
ATD.....	10
EXCHEM AU ROYAUME-UNI.....	10
BLASTING SERVICES AU ROYAUME-UNI (forage minage).....	11

KEMEK EN IRLANDE.....	11
SKANEXPLO AB & AS EN SCANDINAVIE.....	11
SEI EN ITALIE.....	11
SCAM AU MAROC.....	12
Evènements survenus depuis la clôture de l'exercice.....	12
Fusion des sociétés Dexplo Sprengtechnik et Stahlhacke.....	12
Augmentation de capital de Demokrite.....	12
Politique Sécurité Environnement.....	12
1 - Système de gestion de la sécurité.....	12
2 - Environnement.....	13
Recherche et Développement.....	14
Perspectives 2008.....	14
Franchissement de seuil.....	15
TransactionS sur titre.....	15
Prises de participation.....	16
Administrateurs.....	16
Rémunération des mandataires sociaux.....	18

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis pour vous exposer, d'une part, l'activité de notre Société et des sociétés du Groupe pendant l'exercice écoulé, les résultats de cette activité et les perspectives d'avenir et, d'autre part, vous présenter et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes consolidés du Groupe et ceux de notre Société, afférents au cent treizième exercice social clos le 31 décembre 2007.

EXPLOSIFS ET PRODUITS CHIMIQUES – COMPTES SOCIAUX

Le chiffre d'affaires d'un montant de 3.1 M€, est stable par rapport à 2006.

Le résultat net d'un montant de 7.5 M€ affiche une progression de 10.4% par rapport à 2006.

COMPTES CONSOLIDES

Le chiffre d'affaires du Groupe à fin 2007 s'élève à 346.4 M€ en progression de 16.3% par rapport aux 297.9 M€ de l'exercice 2006

A périmètre et taux de change constant, le chiffre d'affaires se serait élevé à 338.4 M€, soit une progression de 14.1%.

Cette progression provient principalement de la forte activité en France du secteur du forage minage et la démolition.

Elle s'accompagne d'une croissance du résultat opérationnel, qui s'établit à 13.6 M€ contre 10.8 M€ en 2006, soit une progression de 26%.

En matière de résultat net, les comptes consolidés du groupe font ressortir un bénéfice net part du groupe de 9.4 M€ à comparer à celui de l'exercice précédent qui s'établissait à 7.1 M€, compte tenu d'un montant d'impôts sur les bénéfices qui passe de 2.2 M€ en 2006 à 3.3 M€ en 2007.

SITUATION FINANCIERE ET RISQUES

Marge brute d'autofinancement

En 2007, la marge brute d'autofinancement progresse de plus de 26%.

en milliers d'euros	Exercice 2 007	Exercice 2 006
Résultat net total consolidé	9 832	6 266
Elim. du résultat des mises en équivalence	-2 834	-2 159
Elim. des amortissements et provisions	14 976	14 784

Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	3 700	1 464
Elim. des produits de dividendes	-114	-105
Marge brute d'autofinancement	25 560	20 250

Dépenses d'investissement

En 2007, les dépenses d'investissements s'élèvent 22.7 M€ à comparer à 19 M€ en 2006.

Les principaux investissements ont été réalisés :

- en France dans le secteur de la Démolition pour 7.6 M€,
- en Europe du Nord et de l'Est pour 6 M€,
- en Europe du Sud, Afrique et autres pour 4.6 M€.

La plupart des autres investissements correspondent à des travaux de maintenance et de mise à niveau des installations industrielles, afin de rester conforme aux règles de sécurité et d'environnement en vigueur.

Besoin en fonds de roulement d'exploitation

Le besoin en fonds de roulement affiche une augmentation de 9.9%, à comparer à une croissance de l'activité de plus de 16%.

En milliers d'euros	31-déc-07	31-déc-06
Stocks et en cours	33 035	25 854
Créances clients et autres créances	142 520	131 783
Dettes fournisseurs et autres dettes	(104 044)	(92 578)
Total	71 511	65 059

Trésorerie nette

La trésorerie nette a baissé de 11.4 M€ au cours de l'exercice 2007.

En milliers d'euros	31-déc-07	31-déc-06
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	36 383	40 466
Découverts bancaires	(15 233)	(8 179)
Total	21 150	32 287

Financement

Le 6 mars 2007, la Société a signé un contrat de financement d'acquisition pour un montant de 25 M€, remboursable en 7 ans à compter de la date de tirage, qui doit intervenir au plus tard 18 mois après la signature de l'ouverture de crédit

Au cours des mois de juin et juillet, deux lignes complémentaires de 10 M€ chacune ont été mises en place, remboursables en 5 ans à compter de la date de tirage, qui doit intervenir au plus tard 18 mois après la signature de l'ouverture de crédit.

Le montant des emprunts et dettes financières a augmenté au cours de l'exercice 2007 :

En milliers d'euros	31-déc-07	31-déc-06
Emprunts et dettes financières	14 610	11 817
Emprunts (part à moins d'un an) et découverts bancaires	45 016	31 942
Total	59 626	43 759

Risques

Le Groupe est confronté aux principaux risques suivants :

- Risque de recomposition de l'environnement concurrentiel dans le secteur des explosifs
- Risque d'augmentation du prix des matières premières, et comme l'an dernier, notamment en matière de fluctuation du prix du gaz naturel, du pétrole et de l'ammoniac
- Risques techniques liés à la dangerosité des métiers exercés par le Groupe
- Risques réglementaires avec une évolution continue du renforcement des réglementations appliquées.

FAITS MARQUANTS EN 2007

Acquisition de Pyrénées Minage

Le Groupe a renforcé ses activités de forage-minage en France par l'acquisition de Pyrénées Minage le 25 avril 2007.

Signature d'un protocole avec Modern Chemicals

Le Groupe a signé un protocole en vue de développer ses activités en Arabie Saoudite, au moyen d'une entreprise commune avec Modern Chemicals dont EPC détiendrait 40 %.

Création d'une filiale au Burkina Faso

Le Groupe a créé une filiale au Burkina Faso en vue de produire et vendre des explosifs et des services de forage-minage à des mines d'or dans ce pays.

Constitution de sociétés

Une filiale, détenue à 100 % par EPC, a été créée au 1^{er} trimestre 2007, avec pour objet la prise de participation dans des entreprises en Afrique, destinées à exécuter des contrats de fabrication et de mise en œuvre d'explosifs.

Une filiale, détenue à 100 % par EPC, a été créée au 2^{ème} semestre 2007, avec pour objet la prise de participation dans des entreprises en Europe de l'Est, destinées à exécuter des

contrats de fabrication et de mise en œuvre d'explosifs. Les sociétés polonaises et tchèques lui ont été transférées.

Une filiale, détenue à 100 % par EPC, a été créée au 1^{er} trimestre 2007, avec pour objet la prise de participation dans des entreprises au Moyen Orient, destinées à exécuter des contrats de fabrication et de mise en œuvre d'explosifs.

Cession d'Exchem Polymer Systems

Le 1^{er} août 2007, EXCHEM Plc a cédé Exchem Polymer Systems, activité centrée sur les résines pour systèmes d'ancrage, destinées aux marchés du BTP.

Acquisition d'ExploErg

Fin septembre, le Groupe a acquis ExploErg en Pologne, une société de distribution d'explosifs disposant d'une zone de chalandise complémentaire à l'activité d'Explominex.

Reclassement de titres de participation de Nitrochimie

En fin d'année, un reclassement de titres de participation de Nitrochimie est intervenu. Les sociétés Marodyn et Explominex sont devenus des filiales détenus à 100% par le Groupe

EVOLUTION DE L'ACTIVITE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

Zone France Benelux

En M€	2007	2006
Chiffres d'Affaires	176 373	143 746
Résultat Opérationnel Courant	-2 035	-1 094

- L'activité explosifs a connu une année stable.
- La progression des activités Forage Minage et Démolition explique cette forte croissance du chiffre d'affaires.
- Le forage minage a continué de bénéficier d'une conjoncture favorable dans le secteur des Travaux Publics, et en particulier sur plusieurs gros chantiers sur l'Ile de la Réunion.
- La démolition a connu une activité soutenue, aussi bien dans le secteur du logement que dans le secteur industriel avec des chantiers importants tels que le démantèlement du site de Metaleurop dans le Nord de la France et de la tour EDF à Issy-les-Moulineaux.
- La baisse du résultat opérationnel courant est principalement due aux frais administratifs centraux et STIPS TI.
- Le résultat net contributif des sociétés holding en France (EPC et DEMOKRITE) s'est élevé à -1.8 M€ contre -0.2 M€ en 2006.

Zone Europe du Nord – Europe de l'Est

En M€	2007	2006
Chiffres d'Affaires	110 906	95 246
Résultat Opérationnel Courant	13 813	8 798

La progression du chiffre d'affaires provient principalement de l'intégration des sociétés scandinaves sur une année complète et de l'Allemagne suite à l'entrée dans le périmètre de consolidation des sociétés Lutscher et Stahlhacke.

- La progression du résultat opérationnel provient de la cession de l'activité Exchem Polymer Systems, de la bonne tenue du marché anglais des explosifs et d'une année satisfaisante en Irlande.
- L'activité au Royaume-Uni est restée stable sur l'exercice. L'analyse par société indique qu'Exchem présente une activité en retrait, résultant de la cession de sa division « Polymer Systems », alors que Blasting et EDSL affichent une croissance de leurs activités respectives.
- La Scandinavie contribue au chiffre d'affaires du groupe pour 14 M€, en gagnant des parts de marché.
- L'Allemagne continue son développement. L'année 2007 n'a pas encore permis d'atteindre l'équilibre. Mais les perspectives de prises de part de marché restent encourageantes.
- La Pologne équilibre ses comptes cette année en terme de résultat net. L'activité a connu une forte progression, s'élevant à 4 M€ de chiffre d'affaires, à comparer à un niveau de 2.7 M€ en 2006.

Zone Europe du Sud, Afrique et autres

En M€	2007	2006
Chiffres d'Affaires	59 104	58 875
Résultat Opérationnel Courant	1 839	3 052

- L'activité a été stable sur cette zone. La progression de l'Espagne et l'intégration du Burkina Fasso ont compensé la diminution du chiffre d'affaires en Italie.
- Le résultat est en diminution, suite aux problèmes rencontrés en Guinée tout au long de l'année et au démarrage difficile de la filiale burkinabé.
- Le Maroc a connu une année 2007 stable en activité mais une progression de son résultat opérationnel.
- L'Italie affiche un chiffre d'affaires en retrait de 7% par rapport à 2006.
- L'Espagne continue de progresser et présente un chiffre d'affaires de 4.5 M€ contre 3.6 M€ l'an dernier.

- En ce qui concerne les activités en Afrique de l'Ouest, le Sénégal a réalisé une année bénéficiaire. Nos filiales en Guinée ont connu des situations difficiles : grève générale en début d'année, problème de maintenance, suspension de certains projets. Notre filiale burkinabé présente des résultats en perte pour son premier exercice.

EVOLUTION DES PRINCIPALES FILIALES

EN FRANCE

NITROCHIMIE

L'exercice 2007 a été marqué par :

- la fermeture totale de l'établissement de Billy-Berclau,
- le reclassement de titres de filiales et sous-filiales de NITROCHIMIE,
- les modifications intervenues dans les associés, suite aux cessions de parts d'EPC à LDE et de SFE à SPS.

Il affiche une croissance du chiffre d'affaires de presque 1.5 % pour s'établir à 36.2 M€, contre 35.7 M€ l'an dernier.

Le résultat net présente une perte de -2,3 M€ principalement due à la fermeture du site de Billy Berclau et aux provisions constatées au regard de la situation de nos filiales.

Le marché de vente d'explosifs continue de progresser en volume par rapport à 2006. Mais la tension sur les prix reste vive : on constate une baisse des prix moyens en France de l'ordre de 15% par rapport à 2006.

SIMECO

L'exercice 2007 a été marqué par une activité très soutenue qui s'est traduit par une hausse de plus de 30 % du chiffre d'affaires : 20.3 M€ contre 15.5 M€ en 2006.

L'activité « Minage » a connu une année moyenne en raison d'un marché carrières en retrait et des prix en baisse. Néanmoins, en travaux publics, la société a mieux résisté et conserve une position concurrentielle forte.

L'activité « Fondations spéciales » poursuit un développement conforme aux prévisions en terme de chiffres d'affaires. Le redressement amorcé en 2006 se confirme de façon nette avec une meilleure maîtrise des coûts et de la qualité du travail, conduisant à une amélioration de la rentabilité.

En ce qui concerne l'activité « Confortement en accès difficile », la société a réalisé un chantier exemplaire sur la route du littoral de l'Ile de la Réunion.

Le résultat d'exploitation ressort à 1.9 M€ à comparer aux 0.9 M€ de 2006.

Le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 1.3 M€. Il s'élevait à 0.9 M€ au titre de l'exercice précédent.

STIPS SA

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 14.6 M€ stable par rapport à 2006.

Le résultat d'exploitation est resté stable à 0.3 M€.

Le résultat net de l'exercice se solde par un bénéfice de 0.7 M€ à comparer à 0.5 M€ en 2006.

Les trois secteurs d'activité, « minage carrière », « confortement », grands travaux » ont tous dégagés de bons résultats.

STIPS TI

L'exercice 2007 a été marqué par une nouvelle progression sensible du chiffre d'affaires (+46% par rapport à 2006), lié notamment à

- la démolition de la tour EDF à Issy les Moulineaux,
- la démolition / reconstruction de la coulée continue sur le site Arcelor Mittal de Fos sur Mer,
- la poursuite des travaux sur l'Ecopole de gestion des déchets du site de Metaleurop, à Noyelles Godault dans le Nord.

Il s'est élevé à 60.5 M€ contre 41.3 M€ en 2006.

L'exercice aura aussi été marqué par la concrétisation des efforts de développement des années précédentes, qui ont aboutis cette année à la création de :

- DCLIC, qui reprend et développe les activités de redéploiement des friches industrielles. Elle a notamment pris en charge cette année le lancement à Vaulx en Velin de la réhabilitation d'une friche industrielle,
- HMS, qui entretient et développe le parc matériel et le met à disposition des filiales de STIPS TI,
- U2C VALORISATION, qui reprend et développe les activités de tri et de valorisation des déchets issus de la démolition sur les sites de Gennevilliers (92) et de Noyelles Godault.

Le développement de l'entreprise s'est aussi illustré cette année avec :

- L'obtention de l'autorisation d'exploiter une installation classée pour l'environnement sur notre site de Metaleurop,
- L'obtention de la certification ISO 9001-2000, (qualité),
- La confirmation de la certification CEFRI, (rayonnement ionisant),
- Le lancement de la procédure de certification MASE, (management de la sécurité).

Le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 27 k€ à comparer aux 55 k€ de 2006.

Le capital social a été porté de 1 M€ à 2 M€ en fin d'année.

OCCAMAT

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 15.6 M€ en 2007, soit une progression de 11.5 % par rapport à l'année précédente, 14 M€, comparable à la progression déjà enregistrée en 2006.

Le résultat d'exploitation ressort à 0.4 M€ alors qu'il était proche de 0 en 2006.

Le résultat net se solde par un bénéfice de 0.3 M€.

La société a continué sa politique de gestion des risques et la sensibilisation à l'environnement par la formation du personnel.

La nette amélioration de la trésorerie, la maîtrise du poste client, notre désendettement, sont les autres points positifs de l'année 2007.

ATD

L'année a été marquée par une forte activité en progression par rapport aux années précédentes.

Le chiffre d'affaires s'élève à 13.3 M€ contre 11.1 M€ au titre de 2006, soit une progression de +19 %

Le résultat d'exploitation ressort à 1 M€ contre 0.3 M€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat net de l'exercice se solde par un bénéfice de 0.3 M€, en croissance de +58 % par rapport à 2006.

Le programme de renouvellement et développement du parc matériel, ainsi que les efforts en matière de sécurité (formation, démarche certification qualité...) seront poursuivis en 2008.

Des nouvelles activités connexes, comme le concassage mobile, seront développées.

Une organisation des services spécialisés est en cours de déploiement pour répondre au mieux à l'évolution des marchés : traitement amiante, plomb, dépollution de sol.

FILIALES ETRANGERES

EXCHEM AU ROYAUME-UNI

Le 2 août, EXCHEM a cédé la division « Polymer Systems », son activité produits d'ancrage pour la construction.

Le chiffre d'affaires est en retrait pour s'établir à 34.6 M£ contre 36.4 M£ en 2006.

Le résultat opérationnel s'améliore et passe de -0.7 M£ à +1.8 M£.

Le résultat net est en progression et s'établit à +1.3 M£ contre -1 M£ en 2006.

La division « Explosifs » a du faire face à la fermeture de deux mines importantes en Ecosse, ce qui a entraîné une baisse de vente de Vrac, compensée par une progression des ventes d'autres produits. La division affiche ainsi un chiffre d'affaires en progression et un résultat d'exploitation performant, au même niveau qu'en 2006.

La division « Polymer Systems » focalisée depuis 2005 sur le marché des produits d'ancrage pour la construction, a connu sur les 7 premiers mois de l'année, un exercice équilibré, comme l'année précédente. Les ventes ont progressé de 6%.

La division « Additifs Diesels » a du faire face à une concurrence vive, qui s'est traduit par une activité en perte.

En matière d'engagement vers le personnel, (fonds de pension), le déficit a continué à se réduire, de - 4.8 M£ à - 3.8 M£, ce qui provient notamment de la progression des marchés financiers et d'une contribution d'Exchem suite à la vente de la division « Polymer Systems ».

BLASTING SERVICES AU ROYAUME-UNI (forage minage)

Le chiffre d'affaires est en progression pour s'établir à 8.7 M£ contre 7.2 M£ en 2006.

Le résultat opérationnel s'améliore et passe de 0.4 M£ à 0.5 M£.

Le résultat net est en progression et s'établit à 0.2 M£ contre 0.1 M£ en 2006.

La société a bénéficié en 2007 d'une activité soutenue pour un projet de gazoduc et dans le secteur des mines de charbon à ciel ouvert

KEMEK EN IRLANDE

L'exercice 2007 a été marqué par la poursuite des investissements publics dans le programme de construction de routes et par le maintien à bon niveau des marchés de la construction.

Cependant la société est confrontée à la concurrence et le renchérissement du prix des matières premières et du pétrole pèse sur les coûts.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires est en augmentation à 50 M€, contre 45.6 M€ en 2006.

Le résultat progresse à 17 M€, contre 15.3 M€ l'année précédente.

SKANEXPLO AB & AS EN SCANDINAVIE

(Chiffres présentés en Euro et en contribution)

L'exercice 2007 constitue le premier exercice complet d'appartenance au groupe des deux filiales scandinaves.

En contribution consolidée, l'année 2007 affiche un chiffre d'affaires de 14 M€, un résultat opérationnel de 0.2 M€ et un résultat net à l'équilibre.

Des investissements importants en camion de livraison d'émulsion ont été réalisés.

SEI EN ITALIE

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 31.7 M€ contre 34.5 M€ en 2006, soit une baisse de 5.2%.

Le résultat d'exploitation atteint le montant de 2.2 M€ contre 1.8 M€ en 2006, soit une progression de plus de 27%.

Le résultat net ressort en bénéfice à 0.5 M€ à comparer aux 0.2 M€ de 2006.

En ce qui concerne l'activité explosifs industriels, l'année 2007a été marquée par un maintien des volumes. La situation politique et économique incertaine explique le ralentissement de l'activité sur la fin de l'exercice.

En matière de défense, le marché européen reste faible mais avec des lancements de nouveaux programmes pour le futur. L'exportation vers l'Asie, l'Océanie et le Moyen Orient est très dynamique. Les programmes nouveaux sont nombreux, en particulier dans le domaine naval

et les explosifs insensibles. Le carnet de commandes pour l'année 2008 affiche un niveau satisfaisant.

SCAM AU MAROC

Le Chiffre d'Affaires s'est élevé 95.3 MMAD en augmentation par rapport à celui de l'année précédente qui s'élevait à 89 MMAD.

Le résultat d'exploitation affiche un léger retrait. Il passe de 4.4 MMAD à 3.9 MMAD.

Le résultat net présente un bénéfice de 0.4 MMAD, à comparer aux 1.7 MMAD de 2006.

L'activité a été soutenue grâce à d'importants chantiers de Travaux Publics.

EVENEMENTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Fusion des sociétés Dexplo Sprengtechnik et Stahlhacke

Les sociétés de forage minage Dexplo Sprengtechnik et Stahlhacke ont fusionné à effet 1^{er} janvier 2008.

Augmentation de capital de Demokrite

En mars 2008, le capital de Demokrite a été porté à 20 M€.

POLITIQUE SECURITE ENVIRONNEMENT

EPC a poursuivi deux axes prioritaires en matière de Sécurité Santé Environnement en 2007 :

1. La mise en place d'un système de gestion de la sécurité au niveau de l'ensemble du groupe EPC tant pour ses implantations situées en Europe qu'en Afrique. Animé par la Direction Sécurité Hygiène Environnement, rattachée directement à la Direction Générale du Groupe, ce système de gestion est applicable à toutes les filiales quelque soit leurs implantations géographiques et leurs activités.
2. La cartographie des risques d'atteinte à l'environnement.

1 - Système de gestion de la sécurité

Le système de gestion de sécurité du groupe EPC repose sur :

- Un engagement fort de la Direction du Groupe et des Directions des Filiales, matérialisé par une déclaration Santé Sécurité Environnement du groupe EPC spécifiant :
 - La vision du Groupe EPC et les objectifs en matière de Sécurité Santé Environnement,

- Les principes du Groupe EPC en matière de Sécurité Santé Environnement déclinés dans l'ensemble du Groupe

- Un contrôle au travers d'audits et d'inspections systématiques

Des audits et des inspections au niveau du Groupe ont démarré en 2006 avec les objectifs suivants :

- Identifier les bonnes pratiques au sein du Groupe ;
- Partager ces bonnes pratiques avec l'ensemble des filiales ;
- Identifier les zones de progrès et proposer des solutions ;
- Contrôler la conformité des filiales aux standards du Groupe EPC ;
- S'assurer que les points d'amélioration sont pris en compte dans la durée ;
- Faciliter les échanges entre les personnes qui réalisent ces audits et inspections.

- Une analyse systématique des accidents

Un processus d'analyse des accidents s'appliquant à l'ensemble des filiales a été mis en place à partir de fin 2005.

- Une mobilisation du personnel

Les écarts entre les pratiques effectives et les pratiques attendues ou prévues dans une procédure ont contribué à transformer une situation dangereuse en un événement avec des conséquences lourdes.

Le Groupe a décidé de s'intéresser surtout au comportement humain plutôt que de développer des systèmes documentaires qui se peuvent se révéler insuffisants dans la prévention de ces accidents graves.

Ce choix délibéré de promouvoir une approche comportementale nécessite de former, et de communiquer au sein de notre organisation pour agir en profondeur sur les comportements au travail dans le quotidien.

2 - Environnement

- Identification des risques de pollution

Dans le cadre du passage aux IFRS et l'application des nouvelles réglementations françaises en 2005, une démarche d'identification des pollutions, s'étant produites dans le passé, a été entreprise.

La méthode retenue consiste à dresser une cartographie des principaux sites de production pour chacune des zones d'activités.

Cette cartographie permet d'estimer :

- Les coûts des travaux de décontamination / démantèlement pour les zones d'activité arrêtées ou qui arriveront en fin de vie.
- Les coûts des éventuels travaux de dépollution des sols.

Cet effort a été étendu à de nouvelles acquisitions qui sont intervenues en 2006. En outre, un suivi des estimations pour les sites déjà cartographiés a été effectué.

- Etudes complémentaires de décontamination démantèlement

Pour une évaluation plus précise des coûts de dépollution des sols de certains sites, des études complémentaires ont été réalisées à l'aide de nouveaux prélèvements dans le sol.

Ces prélèvements visent à confirmer la nature des polluants pouvant être présents dans le sol mais également à estimer les volumes de terre concernés ainsi que leur positionnement exact sur ces sites et leurs migrations possibles.

- Sites Seveso

Dans le cadre de l'exploitation de sites SEVESO seuil haut, principalement en France, Grande Bretagne et Italie, le groupe EPC s'est assuré du respect de ses obligations par rapport aux différentes réglementations locales, par des couvertures responsabilité civile adéquates.

Par ailleurs, les polices d'assurance groupe mis en place lors de la constitution de la société captive de réassurance EPCapRé, intègrent les couvertures Responsabilité Civile Exploitation et Responsabilité Civile Atteintes à l'environnement. Etant son propre assureur pour partie, le groupe a mis en place un programme d'amélioration de la sécurité.

Ces polices d'assurance qui, à la date du présent rapport, couvrent les sociétés françaises, anglaises et scandinaves, a vocation à être progressivement étendu à l'ensemble des sociétés du Groupe.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Le Groupe poursuit ses projets de développement des technologies d'explosifs « vrac », ainsi que le développement de cartouches d'émulsion répondant mieux aux attentes des clients Mines, Carrières et Travaux Publics.

Par ailleurs, sont développées de nouvelles approches de gestion des tirs, depuis la conception des plans de tirs jusqu'aux contrôles après la réalisation des tirs, visant à optimiser les paramètres d'exploitation des clients du Groupe.

PERSPECTIVES 2008

Dans le métier de base des explosifs, le Groupe prévoit de renforcer ses positions récentes en Espagne, Allemagne, Scandinavie et Europe de l'Est, tout en développant de nouveaux projets miniers, en Afrique notamment. De même seront développées les synergies entre explosifs et forage-minage.

Dans les diversifications, le Groupe prévoit de poursuivre la focalisation de son développement sur les métiers de démolition et d'environnement.

FRANCHISSEMENT DE SEUIL

Nous n'avons reçu, au cours de l'exercice, aucun avis de franchissement d'un seuil de détention de 5 % de nos actions.

Selon les informations qui nous sont parvenues, l'identité des Actionnaires détenant plus de 5 % du capital de la Société à la clôture de l'exercice est la suivante :

- détention entre 5 % et 10 % du capital : COMPAGNIE FINANCIERE NOBEL,
- détention entre 50 % et 66,66 % du capital: Société E.J. BARBIER (plus de 66.66% des droits de vote).

TRANSACTIONS SUR TITRE

En 2007, selon les chiffres cumulés publiés en fin d'exercice par EURONEXT, le volume des transactions sur les actions de la Société a concerné, sur l'ensemble de l'année, 6 417 titres, soit 3,81% des actions pour un montant en capitaux de 2 688 170 €, ce qui représente une valeur moyenne de 418 ,91 € par titre.

Ces chiffres sont à comparer aux 5 381 titres échangés en 2006 pour un montant en capitaux de 2 145 190 €.

A fin décembre 2007 le cours de l'action s'élevait à 470 €, contre 395 € l'année précédente.

Le 31 décembre 2007, votre Société détenait 16.102 de ses propres actions, d'une valeur nominale de 31 € chacune, représentant 9,56 % du capital, qu'elle avait achetées au prix moyen de 153,97 €, conformément aux dispositions de l'article L.225-209 du Code de commerce.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 8 juin 2007 a renouvelé l'autorisation donnée au Conseil d'opérer en Bourse sur les actions de la Société en vue de régulariser les cours, par achat et/ou vente de petites quantités d'actions, en contre tendance du marché et en respectant les conditions suivantes :

- le nombre maximum d'actions pouvant être acquises restera dans la limite de 0,44% du total des actions de la Société,
- le prix maximum d'achat sera de 300 € et le prix minimum de vente de 400 €,
- l'autorisation étant valable jusqu'à la tenue de la prochaine Assemblée statuant sur les comptes.

Au titre de l'exercice écoulé, il n'a été procédé à aucune acquisition ou cession d'actions dans le cadre de la régularisation des cours.

Nous vous proposons de renouveler l'autorisation donnée au Conseil d'Administration pour opérer en Bourse sur les actions de la Société en vue de régulariser les cours par achat et/ou vente, en contre tendance du marché, de petites quantités d'actions ne pouvant, en tout état de cause, représenter plus de 0,44 % du capital social et moyennant un prix maximum d'achat de 300 € et un prix minimum de vente de 400 €.

PRISES DE PARTICIPATION

Les prises de participation significatives ou prises de contrôle intervenues au cours de l'exercice sont les suivantes :

- 100% de Pyrénées Minage

ADMINISTRATEURS

Conformément aux dispositions de la loi relative aux nouvelles régulations économiques, nous vous communiquons la liste des mandats et fonctions exercés en France et à l'étranger par chacun des mandataires sociaux durant l'exercice 2007.

Le Président : M. Paul de BRANCION

- Président du Conseil d'Administration et Administrateur de la SA EPC
- Président de la Société E.J. BARBIER
- Président de :
 - * DEMOKRITE
 - * EPC MINETECH
 - * EPC MINETEK EUROPE
 - * DEMOSTEN
 - * LES DEPOTS D'EXPLOSIFS
 - * DIOGEN
 - * GENISSIAT PARTICIPATIONS
 - * SMA
- Co-représentant d'EPC à la présidence de la SOCIETE DE MINAGE EN GUINEE
- Gérant de:
 - * SICIEX
 - * NITRATES & ENGRAIS
- Président du Conseil d'Administration et Administrateur :
 - Au Luxembourg : * EPCapRé
 - En Belgique : * DGOM3
 - * DYNAMICHAINES
 - En Grande Bretagne : * EXCHEM
 - En Espagne : * GALILEO EXPLOSIVOS
 - Au Maroc : * SCAM
 - En Italie : * SARDA
 - * SEI
 - * INTER.E.M.
- Gérant en Allemagne : * EPC GmbH
- Administrateur de : * SKANEXPLO AB (Suède)
- * SKANEXPLO AS (Norvège)

Le Directeur Général : M. Henri LORAIN

- Gérant d'EPC GmbH (Allemagne)

- Administrateur de :
 - * EPC
 - * EPCapRé (Luxembourg)
 - * STIPS Luxembourg
 - * STIPS Belgique
 - * KEMEK (Irlande)
 - * EXCHEM (Grande Bretagne)
 - * GALILEO EXPLOSIVOS (Espagne)
 - * SKANEXPLO AB (Suède)
 - * SKANEXPLO AS (Norvège)
- Représentant :
 - * EPC au Conseil d'Administration de la SCAM (Maroc)
 - * EPC au Conseil d'Administration de MARODYN (Maroc)
 - * EPC au Conseil de DYNAMICHAINES (Belgique)
 - * EPC au Conseil DGOM3 (Belgique)
- Co-représentant d'EPC à la présidence de la SAS SOCIETE DE MINAGE EN GUINEE
- Administrateur et Vice-président d'AREAS Dommages, 49 rue Miromesnil, Paris 8^e
- Administrateur d'AREAS Vie, 49 rue Miromesnil, Paris 8^e
- Administrateur d'AJH (Association des Jeunes Handicapés), Château de Lahage, 31390 LAHAGE

Le Directeur Général Délégué : Antoine DARBOIS

- Président de :
 - * ATD
 - * KEMEK
 - * STID
 - * OCCAMAT
 - * OCCAMIANTE
 - * PRODEMO
 - * 2B RECYCLAGE
 - * SOCCAP
- Directeur Général de :
 - * DEMOKRITE
 - * LES DEPOTS D'EXPLOSIFS
 - * SAMS
 - * SMA
- Représentant de LES DEPOTS D'EXPLOSIFS – Société gérante de NITROCHIMIE
- Représentant permanent de NITROCHIMIE au Conseil d'Administration de SMG
- Représentant permanent de SOCCAP – Société Présidente de SFG
- Représentant d'EPC au Conseil d'Administration de KINSITE
- Représentant d'EPC au Conseil d'Administration d'EPCapRé (Luxembourg)
- Administrateur de :
 - * EPC
 - * EXOR (GB)
 - * IIE (Irlande)
 - * UIE (Irlande)
 - * GALILEO (Espagne)
 - * CGPC (Guinée)
 - * MARODYN (Maroc)
 - * SERAFINA (Espagne)
 - * SILEX (Espagne)
 - * SKANEXPLO AB (Suède)
 - * SKANEXPLO AS (Norvège)

- * STIPS Luxembourg (Luxembourg)
- * BLASTING SERVICES (GB)
- * Indivision Maître – 154 rue Dr Robert – 21400 Châtillon-sur-Seine

Les Administrateurs d'EPC

- Mme Laure CHERLONNEIX
- M. Patrick JARRIER
- M. Aurélien KREJBICH
- M. Pierre LAVERGNE
- M. Roger RICHARD

REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

(Application des dispositions de l'article L.225-102 du Code du Commerce)

Rémunérations et avantages en nature

La rémunération nette annuelle fixe perçue par le Président s'est élevée à 360.751 €. Elle se décompose en une rémunération nette de 355.759 € et 4.992 € au titre des avantages en nature. Le Président n'a pas perçu de rémunération variable.

Le Président a également perçu des jetons de présence à hauteur de 30.886 €.

La rémunération nette annuelle fixe perçue par le Directeur Général s'est élevée à 92.452 €. Aucun avantage en nature n'est inclus dans sa rémunération. Le Directeur Général n'a pas perçu de rémunération variable.

Le Directeur Général a également perçu des jetons de présence à hauteur de 26.174 €.

La rémunération nette annuelle fixe perçue par le Directeur Général Délégué s'est élevée à 238.009 €. Elle se décompose en une rémunération nette de 235.345 € et 2.664 € au titre des avantages en nature. Le Directeur Général Délégué n'a pas perçu de rémunération variable. Le Directeur Général Délégué a également perçu des jetons de présence à hauteur de 22.732 €.

Le Président et le Directeur Général Délégué sont tenus à une obligation de non concurrence, incluse dans les contrats dans le cadre desquels ils exercent leurs activités, relevant des règles en vigueur dans la convention collective de la chimie.

Il n'est pas prévu d'indemnité conventionnelle au titre du départ du Président ou du Directeur Général ou plus généralement d'un mandataire social et ce, quelle que soit la cause de ce départ.

Régimes de retraite complémentaires

Le Président et le Directeur Général Délégué bénéficient d'un complément de retraite par capitalisation à cotisations définies (Article 83) et d'un régime de retraite à prestations définies (Article 39).

Ces régimes de retraite complémentaires ont été mis en place en 2006.

Rémunération des autres administrateurs

Les autres Administrateurs ont perçu, au titre des jetons de présence, un montant de 7.000 € par Administrateur.

A l'exception du Président, du Président d'Honneur, du Directeur Général et du Directeur Général Délégué, les membres du Conseil d'Administration n'ont bénéficié, au cours de l'exercice, d'aucune autre rémunération ni d'aucun autre avantage.

Ils n'ont pas bénéficié de l'attribution d'options de souscription ou d'achat d'action ni d'actions gratuites.

Fait à Paris, le 8 avril 2008

Le Président

Comptes annuels SA EPC
Au 31 décembre 2007

Compte de Résultat de l'Exercice
(en milliers d'Euros)

	2007	2006
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises.....	1 203	1 182
Production vendue (biens et services).....	1 926	1 737
Montant net du chiffre d'affaires.....	3 129	2 919
Reprises sur provisions (et amortissements).....	2	3
Transferts de charges.....	45	32
Autres produits.....	264	240
	3 440	3 194
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises.....	1 061	1 067
Achats de matières premières et autres approvisionnements.		
Variation de stock.....		
Autres achats et charges externes.....	4 962	3 329
Impôts, taxes et versements assimilés.....	272	261
Salaires et traitements.....	496	462
Charges sociales.....	850	837
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
. Sur immobilisations : dotations aux amortissements.....	39	46
. Sur actif circulant : dotations aux provisions.....		2
. Pour risques et charges : dotations aux provisions.....		
Autres charges.....	66	52
	7 746	6 056
RESULTAT D'EXPLOITATION	-4 306	-2 862
PRODUITS FINANCIERS		
De participations.....	9 123	9 809
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé...	2 017	1 548
Autres intérêts et produits assimilés.....	85	13
Reprises sur provisions et transferts de charges.....	1 539	7
Différences positives de change.....		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	337	470
	13 101	11 847

<u>CHARGES FINANCIERES</u>		
Dotations aux amortissements et aux provisions.....	2 163	2 272
Intérêts et charges assimilées.....	22	10
Différences négatives de change.....		
	2 185	2 282
RESULTAT FINANCIER.....	10 916	9 565
RESULTAT COURANT avant impôts.....	6 610	6 703
<u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u>		
Sur opérations de gestion.....	7	5
Sur opérations en capital.....	1 012	
Reprises sur provisions et transferts de charges.....	1	15
	1 020	20
<u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u>		
Sur opération de gestion.....	15	10
Sur opération en capital.....	610	
Dotations aux amortissements et aux provisions.....		
	625	10
RESULTAT EXCEPTIONNEL.....	395	10
Impôts sur les bénéfices.....	-519	-104
TOTAL DES PRODUITS.....	17 561	15 061
TOTAL DES CHARGES.....	10 037	8 244
BENEFICE OU PERTE.....	<u>7 524</u>	<u>6 817</u>

Bilan
(en milliers d'Euros)

ACTIF	2007			2006
	BRUT	Amortisse- ments et provisions	NET	NET
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>				
<u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>				
Autres.....			-	-
<u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>				
Terrains.....	3 900	17	3 883	3 866
Constructions.....	4 280	4 139	141	169
Installations techniques, matériel et outillage industriels...	2	2	-	-
Autres.....	147	135	12	23
Immobilisations corporelles en cours.....	59		59	47
Avances et acomptes.....				
<u>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</u>				
Participations.....	41 611	994	40 617	37 849
Créances rattachées à des participations.....	49 075	5 323	43 752	36 351
Autres titres immobilisés.....				
Prêts.....	1 068	457	611	701
Autres.....				-
	100 142	11 067	89 075	79 006
<u>ACTIF CIRCULANT</u>				
<u>STOCKS ET EN-COURS</u>				
Matières premières et autres approvisionnements.....				
En-cours de production (biens et services).....				
<u>AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDE</u>				
<u>CREANCES</u>				
Créances clients et comptes rattachés.....	2 963		2 963	2 743
Autres.....	11 914	581	11 333	3 507
<u>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</u>				
Actions propres.....	2 478		2 478	2 478
Autres titres.....	5 197		5 197	11 806
<u>DISPONIBILITES</u>	10		10	30
<u>COMPTE DE REGULARISATION</u>				
Charges constatées d'avance.....	164		164	35
<u>ECARTS DE CONVERSION ACTIF</u>				
	22 726	581	22 145	20 599
TOTAL GENERAL.....	122 868	11 648	111 220	99 605

PASSIF	2007	2006
<u>CAPITAUX PROPRES</u>		
Capital.....	5 220	5 220
Ecart de réévaluation.....	2 417	2 417
<u>RESERVES</u>		
Réserve légale.....	522	522
Réserves statutaires ou contractuelles.....	1 740	1 740
Autres.....	86 171	80 171
<u>REPORT A NOUVEAU</u>	480	810
<u>RESULTAT DE L'EXERCICE</u>	7 524	6 817
<u>PROVISIONS REGLEMENTEES</u>	37	38
	104 111	97 735
<u>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</u>		
Provisions pour risques.....		
Provisions pour charges.....		
	0	0
<u>DETTES</u>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 004	6
Emprunts et dettes financières divers.....	1 206	264
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours....		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	538	1 260
Dettes fiscales et sociales.....	357	334
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés.....		
Autres dettes.....	4	6
<u>COMPTES DE REGULARISATION</u>		
Produits constatés d'avance.....		
	7 109	1 870
TOTAL GENERAL.....	<u>111 220</u>	<u>99 605</u>

ANNEXE COMPTABLE
EPC SA

Annexe comptable au bilan avant répartition, de l'exercice clos le 31 Décembre 2007, dont le total est de 111.221.000 €, et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de 17.561.000 € et dégagant un bénéfice de 7.524.000 €.

L'exercice a une durée de douze mois recouvrant la période du 1^{er} Janvier au 31 Décembre.

Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

1 – ACTIVITE

Le chiffre d'Affaires, d'un montant de 3.1 M€, est en légère progression sur celui de l'exercice précédent, qui s'élevait à 2.9 M€.

Le résultat net ressort à 7.5 M€, en augmentation par rapport à 2006 (6.8 M€).

2 – REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2007 ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect du principe de prudence et de l'indépendance des exercices et en présumant la continuité de l'exploitation.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les principes suivants ont été retenus pour les comptes ci-après :

TAUX USUELS D'AMORTISSEMENT PRATIQUES		
Logiciels	LINEAIRE	12 mois
Constructions		
- Constructions en dur, merlons.....	LINEAIRE	30 ans
- Constructions légères, clôtures, pistes.....	LINEAIRE	15 ans
Matériel et outillage	DEGRESSIF	8 ans
Installations générales et agencements ...	LINEAIRE	10 ans
Matériel de transport		
- Véhicules	LINEAIRE	5 ans
- Autres	DEGRESSIF	5 ans
Matériel de bureau	DEGRESSIF	3 ans

Mobilier de bureau	LINEAIRE	10 ans
---------------------------------	-----------------	---------------

Méthodes d'évaluation des provisions

- Provisions réglementées
Les dotations et reprises ont été pratiquées en application de la législation fiscale en vigueur.
- Provisions pour risques et charges
Leur montant tient compte des événements connus et identifiables permettant une estimation précise des risques et charges.
- Provisions pour dépréciations des immobilisations financières
 - Dépréciation des titres :
Les titres de participations figurent au bilan pour leur coût historique d'acquisition hors frais d'acquisition.
Une provision est constatée :
 - si la situation nette de la filiale est négative, à hauteur de 100 % de la valeur des titres ou,
 - si la valeur des titres est inférieure à la valeur d'utilité, définie comme la somme des flux actualisés de trésorerie futurs générés par la filiale minorée des dettes financières, à hauteur de la différence entre ladite valeur ou de la quote-part de situation nette si celle-ci est plus élevée, et la valeur des titres.
- Provisions pour dépréciation
Clients : La provision est calculée sur chaque créance hors taxes dont l'ancienneté est supérieure à 12 mois et en fonction de la situation de chaque débiteur, en respect du principe de prudence.

3 – NOTES SUR LE BILAN

Sauf indication particulière, les montants ci-après, sont exprimés en milliers d'Euros.

3.1 – Etat de l'actif immobilisé

DESIGNATION	Immob. incorp.	Immob. corporelles	Immob. financières	TOTAL
Valeur brute début	13	8.914	81.632	90.559
Acquisitions, apports, créations		29	11.989	12.018
Cessions et mises hors service	-13	-555	-1.867	-2.435
Valeur brute fin.....	0	8.388	91.754	100.142

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat majoré des frais accessoires nécessaires à la mise en état d'utilisation de l'immobilisation).

3.2 – Etat des amortissements

DESIGNATION	Immob. incorporelles	Immob. corporelles	TOTAL
Amort. cumulés début exercice.....	13	4.809	4.822

Reprise s/cession et mises hors service	-13	-555	-568
Dotation p/dépréciation linéaire.....		39	39
Amort. cumulé fin exercice.....	0	4.293	4.293

3.3 – Participations

	Valeur début d'exercice	Acquisitions Augmentat.	Cessions Diminut.	Reclassement	Valeur fin d'exercice
Titres non cotés.....	38.748	2.070		730	41.548
Autres titres.....	1.466		-610	-793	64
TOTAL	40.214	2.070	-610	-63	41.612

Les acquisitions se décomposent comme suit :

- Actions GENISSIAT	72
- Actions EPC MINETECH	1.000
- Actions EPC MINETEK EUROPE	40
- Société MARODYN	958

La cession porte sur les parts que nous détenions dans la SNC Davey-Bickford (10% du capital) qui ont été cédées à la société Genissiat, dégageant une plus-value de 401 K€.

Les reclassements portent sur :

- Les parts que nous détenions dans la SNC Nitrochimie (793 K€) ont fait l'objet d'un apport à la société Les Dépôts d'Explosifs rémunéré par des actions créées par cette dernière lors de cette opération. Conformément à la réglementation cet apport a été effectué à la valeur nette comptable. Détenant avant l'opération la totalité du capital de Les Dépôts d'Explosifs celle-ci n'a pas eu d'impact sur notre pourcentage de détention.
- Le prêt d'actions de la société Marodyn à des personnes physiques administrateurs de cette dernière société.

3.4 – Créances rattachées à des participations

Leur valeur brute se décompose ainsi :

- NITROCHIMIE	24.742
- GALILEO EXPLOSIVOS	1.145
- SEI.....	2.966
- DEMOKRITE	10.304
- DYNAMICHAINES.....	252
- DGO M3.....	481
- EPCapRE.....	526
- DEXPLO GMBH.....	8.513
- EXCHEM.....	6
- GEROMINEX	140

49.075

3.5 – Filiales et participations (voir tableau joint)

3.6 – Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE	50.143	43.777	6.366
Créances rattachées à des participations	49.075	43.026	6.049
Prêts.....	1.068	751	317
ACTIF CIRCULANT	15.039	15.039	
Créances clients et comptes rattachés....	2.963	2.963	
Autres créances ①.....	11.912	11.912	
Charges constatées d'avance	164	164	
TOTAL GENERAL	65.182	58.816	6.366

① Les autres créances intègrent:

- Une avance en trésorerie à EPC MINETEK EUROPE	3.464
- Une avance en trésorerie à SMA	3.827
- Une avance en trésorerie à GENISSIAT PARTICIPATIONS	1.043
- Une avance en compte courant « DAVEY BICKFORD ».....	622
- Une créance de report en arrière des déficits constituée au 31/12/2003.....	1.920
- Une créance sur EXCHEM PLC.....	386
- Des créances liées à l'intégration fiscale.....	156
- Des créances fiscales de TVA	481

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus
Emprunts et dettes financières diverses.....	6.211	6.211
Dettes fournisseurs et comptes rattachés....	537	537
Dettes fiscales et sociales.....	357	357
Autres dettes	4	4
TOTAL GENERAL	7.109	7.109

3.7 – Valeurs mobilières de placement

Outre les 16.102 actions E.P.C. rachetées en bourse pour une valeur de 2.478 k€ selon les dispositions de la loi du 24 Juillet 1966, ce poste comprend les valeurs mobilières de placement valorisées au coût historique d'acquisition.

La moyenne des cours de Décembre 2007 de l'action E.P.C. est supérieure au cours moyen d'acquisition.

La méthode FIFO est retenue lors des ventes.

Nature des valeurs mobilières de placement	Quantité	Cours d'achat	Cours au 31.12.2007
SICAV monétaires diverses.....	213	5.197	5.199

3.8 – Charges constatées d'avance

Honoraires DIOT 2008.....	33
Facture FOGEDI 1T 2008.....	3
Assurances DIOT 2008.....	66
Intérêts	56
Divers	6

3.9 – Etat des provisions

	31.12.06	Dotation	Reprise	31.12.07
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Amortissements dérogatoires		1		1
Provision spéciale de réévaluation.....	2		-2	
Plus values réinvesties	36			36
TOTAL	38	1	- 2	37
PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS IMMOBILISATIONS FINANCIERES TITRES DE PARTICIPATION				
Démokrite	1.209		-1.209	0
Les Dépôts d'Explosifs	544			544
GALILEO EXPLOSIVOS.....	62			62
DYNAMICHAINES.....	451		-274	177
DEXPLO.....	100			100
SMA		40		40
GENISSIAT PARTICIPATIONS.....		72		72
Sous-Total.....	2.366	112	-1.483	995
CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS ①				
Créance GALILEO EXPLOSIVOS.....	1.145			1.145
Créance NITROCHIMIE.....	2.397	1.470		3.867
Créance DEXPLO.....	366		-56	310
Sous-Total.....	3.908	1.470	-56	5.322
PRETS				
Créance D.F.C.....	457			457
Sous-Total.....	457			457
TOTAL	6.731	1.582	-1.539	6.774
PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIF CIRCULANT				
Dépréciation comptes clients.....	2		-2	0
Dépréciation de l'avance S.M.A.		581		581
TOTAL	2	581	-2	581
TOTAL GENERAL	<u>6.771</u>	<u>2.164</u>	<u>-1.543</u>	<u>7.392</u>
MOUVEMENTS DE L'EXERCICE EXPLOITATION			-2	

FINANCIER		2.163	- 1.539	
EXCEPTIONNEL		1	-2	
		2.164	-1.543	

① Dépréciation des créances rattachées - Des provisions ont été constituées à concurrence :

- * de la totalité de la créance GALILEO EXPLOSIVOS, dont la récupération semble compromise (Provision déduite fiscalement).
- * de la part des déficits comptables 2005, 2006 et 2007 de la Société NITROCHIMIE
- * de la créance DEXPLO à concurrence de 310 correspondant à la valeur d'utilité.

3.10 – Capitaux propres

Le capital est composé de 168.400 actions de 31 €. Il existe 29.473 parts de fondateurs sans valeur nominale offrant un droit dans les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation.

3.10a – Ecart de réévaluation

Il s'agit de la réserve de réévaluation (1976), non incorporée au capital.

3.10b – Réserves statutaires ou contractuelles

Il s'agit du Fonds Précipitaire des parts qui bénéficiera exclusivement à ces dernières en cas de liquidation de la Société. Son montant s'élève à 1.740 soit 25/75^{ème} du capital social.

3.10c – Autres réserves

Il s'agit du Fonds de prévoyance qui a supporté l'impôt.

3.11 – Tableau des produits à recevoir et des charges à payer

ACTIF

Nature du produit	Poste concerné	Montant
Intérêts courus	Créances rattachées à des participations .	2.116
Intérêts courus.....	Prêts	112
Factures à établir	Clients et comptes rattachés	188
Produits à recevoir.....	Autres créances.....	386
TVA sur factures non parvenues ...	Autres créances.....	37
Intérêts courus.....	Autres créances.....	32

PASSIF

Nature de la charge	Poste concerné	Montant
Factures à recevoir	Dettes fournisseurs et comptes rattachés .	243
Dettes sociales.....	Dettes fiscales et sociales	305

Etat	Dettes fiscales et sociales	52
TVA sur factures à établir.....	Dettes fiscales et sociales	13
Divers.....	Autres dettes	4
Intérêts courus.....	Emprunts et dettes financières diverses ..	<u>4</u>

4 – **TABLEAUX COMPLEMENTAIRES**

4.1 – *Effectif moyen*

Catégories de personnel	Personnel salarié
Cadres	3
TOTAL	<u>3</u>

Ces éléments n'ont pas de signification particulière pour E.P.C., la quasi-totalité du personnel administratif du siège étant salariée de la Société ADEX qui apporte son concours aux sociétés du Groupe.

Régimes de retraite complémentaires

Le Président et le Directeur Général Délégué bénéficient d'un complément de retraite par capitalisation à cotisations définies (Article 83) et d'un régime de retraite à prestations définies (Article 39).

Ces régimes de retraite complémentaires ont été mis en place en 2006.

4.2 – *Eléments concernant les entreprises liées et les participations*

	Montant concernant les entreprises	
	liées	avec lien de participation
Participations.....	41.603	8
Créances rattachées à des participations.....	49.075	-
Prêts	-	-
Avances acomptes versés sur commandes	-	-
Créances clients et comptes rattachés.....	2.870	59
Autres créances	8.866	622
Emprunts et dettes financières diverses.....	-	-
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours....	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	121	-
Dettes s/immob. et comptes rattachés.....	-	-
Autres dettes	25	-
Dettes sociales.....	-	-
Produits financiers	11.142	32
Charges financières	-	-
Reprises provisions sur participations	1.539	-
Dotations provisions sur participations	2.163	-

Entreprises liées :

Ce sont celles comprises dans le périmètre de consolidation de E.P.C. (voir annexe des comptes consolidés) ainsi que les sociétés suivantes :

- Société Camerounaise d'Explosifs, Nitrates et Engrais, Société Sénégalaise d'Explosifs, Siciex, Société Congolaise d'Explosifs, Société Gabonaise d'Explosifs, EPC Minetech et Gerominex

Les entreprises avec lien de participation :

- Davey-Bickford
- Nitro-Bickford
- Adex

4.3 – Résultat exceptionnel

NATURE	MONTANT
Plus-value sur cession de titres	401
Produits exceptionnels divers	9
Charges exceptionnelles diverses	- 14
RESULTAT EXCEPTIONNEL	396

4.4 – Engagements financiers

4.4.1 – Engagements donnés

Avals et caution 0

Clause de garantie de passif donnée à :

La Société ICO cessionnaire des actions D.F.C., dans la limite de 1.219

Garantie donnée à :

La Société Générale pour les découvert bancaire et caution accordés à notre filiale allemande Dexplo GmbH à hauteur de 3.500

4.4.2 – Engagements reçus

- Caution en garantie du remboursement du compte courant D.F.C. par la Société ICO pour..... 457
- Caution bancaire en garantie du remboursement du compte courant D.F.C. pour..... 410

4.5 – Rémunérations des organes d'administration et de direction (en Euros) :

Exercice 2007 : 524.426

Exercice 2006 : 494.771

4.6 – Inventaire des titres de participation détenus en portefeuille au 31 Décembre 2007

(en Euros)

(Montants nets : brut – provision)

1.595.564	Actions Exchem Plc Ordinaires 50 P.....	5.211.933,17
602.392	Actions Exchem Plc Deferred 10 P.....	462.188,36

19.970	Actions Les Dépôts D'explosifs.....	1.023.218,66
1.975	Actions La Kinsite.....	139.355,75
99.990	Actions Démokrite	9.999.000,00
400	Actions SMA	0
720	Actions Genissiat Participations	0
10.000	Actions EPC Minetech	1.000.000,00
400	Actions EPC Minetek Europe	40.000,00
	Titres de placement et de participation dont la valeur d'inventaire est inférieure à 15.245 €. par catégorie de titres ou par participation	7.804,90
	Titres de participation dans les Sociétés Immobilières.....	56.383,36
	Titres de participation dans diverses Sociétés étrangères.....	<u>22.677.405,43</u>
		<u>40.617.289,63</u>

(pour mémoire actions propres : 16.102 actions, valeur nette 2.478.067,92)

4.7 – Informations sur la situation fiscale

	Début exercice	Variation	Fin Exercice
1) <u>Décalages certains ou éventuels</u>			
a. Provisions réglementées			
. Amortissements dérogatoires	0	1	1
. Provision spéciale de réévaluation 1976	2	-2	0
b. Charges non déductibles temporairement			
<u>A déduire l'année suivante :</u>			
. Organic	4	+1	5
2) <u>Éléments à imputer</u>			
Créance résultant du « Carry Back ».....	1.905		1.905
Déficit reportable.....	5.212	+1.523	6.735
Réduction d'impôt mécénat d'entreprise.....	51	-24	27
3) <u>Éléments de taxations éventuelles</u>			
Plus-values réinvesties (art. 40).....	36		36

4.8 – Ventilation impôt sur les Sociétés

	Résultat avant impôt	Impôt Sociétés	Résultat après impôt
Résultat courant	6.609	-	6.609
Résultat exceptionnel	396	-	396
Résultat.....	7.005	-	7.005

4.9 – Intégration fiscale

Notre Société a constitué un groupe fiscal à compter du 1^{er} Janvier 2006.

Les membres du groupe fiscal sont outre notre Société : DSD, 2B RECYCLAGE, DEMOKRITE, OCCAMAT, OCCAMIANTE, PRODEMO et STIPS TI.

Cette intégration a fait l'objet d'une convention d'intégration fiscale signée le 12 Septembre 2006 entre ces filiales et notre Société.

La société Les Dépôts d'Explosifs a intégré le groupe fiscal au 1^{er} janvier 2007.

La société DSD est sortie du groupe fiscal sur l'exercice.

Modalités de répartition de l'impôt dû sur le résultat d'ensemble :

- Le principe de répartition retenu est celui dit de « neutralité » : la charge d'impôt supportée par chacune des filiales ne pourra être supérieure à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.
- E.P.C. est titulaire, à l'égard des filiales bénéficiaires, d'une créance égale à la charge d'impôt constatée sur l'exercice par lesdites filiales.
- Les filiales déficitaires ne constatent aucune charge d'impôt, E.P.C. constatant l'économie d'impôt à son niveau. Elles ne sont titulaires d'aucune créance sur E.P.C.
- E.P.C. considère comme un gain immédiat l'économie d'impôt réalisée par le Groupe au titre des déficits des filiales remontés, et constate en produit l'économie de trésorerie réalisée au moyen du transfert des déficits fiscaux émanant des filiales du Groupe.

Les économies qui ne sont pas liées directement au déficit (en particulier économie résultant des correctifs ainsi que des crédits d'impôt des sociétés déficitaires) sont constatées, en produit ou en charge, par E.P.C., au fur et à mesure de leur réalisation.

Impact de l'intégration fiscale sur la charge d'impôt de l'exercice :

Impôt comptabilisé	Impôt qui aurait été supporté en l'absence d'intégration	Différence
- 519	0	519

4.10 - La Société E.P.C. est consolidée par intégration globale dans les comptes du Groupe E.P.C.

COMPTES CONSOLIDES 2007
du GROUPE EPC



SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE 2007	4
BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2007	5
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ POUR L'EXERCICE 2007	6
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS POUR L'EXERCICE 2007	7
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 2007	8
1. PRESENTATION GENERALE	8
2. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2007	8
2.1 <i>Acquisition de Pyrénées Minage</i>	8
2.2 <i>Signature d'un protocole avec Modern Chemicals</i>	8
2.3 <i>Création d'une filiale au Burkina Faso</i>	8
2.4 <i>Constitution de sociétés</i>	8
2.5 <i>Cession d'Exchem Polymer Systems</i>	8
2.6 <i>Acquisition d'ExploErg</i>	9
2.7 <i>Reclassement de titres de participation de Nitrochimie</i>	9
3. PRINCIPES COMPTABLES.....	9
3.1 <i>Principes généraux et normes comptables</i>	9
3.2 <i>Méthodes de consolidation</i>	10
3.3 <i>Règles et méthodes d'évaluation</i>	12
4. INFORMATION SECTORIELLE	19
4.1 <i>Chiffre d'affaires</i>	19
4.2 <i>Segmentation primaire – secteurs géographiques</i>	19
4.3 <i>Segmentation secondaire – secteurs d'activité</i>	21
5. FRAIS DE RECHERCHE.....	22
6. CHARGES DE PERSONNEL	22
6.1 <i>Paiements en action</i>	22
7. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	23
8. CONTRATS DE LOCATION	23
8.1 <i>Contrats de location financement – Preneur</i>	23
8.2 <i>Contrats de location simple - Preneurs</i>	23
8.3 <i>Contrats de location simple - Bailleurs</i>	24
9. CONTRATS A LONG TERME	24
10. INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIEES	24
10.1 <i>Contrôle</i>	24
10.2 <i>Relation avec les filiales</i>	24
10.3 <i>Rémunération du personnel dirigeant-clé</i>	24
10.4 <i>Transactions avec des parties liées</i>	24
11. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	25
12. IMPOTS SUR LE RESULTAT	25
13. RESULTAT PAR ACTION	26
14. ÉCARTS D'ACQUISITION	27
15. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	29
16. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	30
17. SOCIÉTÉS DU GROUPE	33
18. PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES.....	35
19. PARTICIPATION DANS LES CO-ENTREPRISES.....	36
20. AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	36
21. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS.....	36
22. STOCKS	36
22.1 <i>Variation des stocks d'en-cours et produits finis</i>	36
22.2 <i>Stocks et en cours</i>	37
23. CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS	37
24. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE.....	38
25. CAPITAL	38

26.	DETTES FINANCIERES	38
27.	IMPOTS DIFFERES	39
28.	FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS	39
29.	PROVISIONS POUR AVANTAGES AUX SALARIES	40
29.1	<i>Indemnités de fin de carrière</i>	40
29.2	<i>Engagements de retraite</i>	40
30.	AUTRES PROVISIONS	42
31.	SUBVENTIONS PUBLIQUES	42
32.	DIVIDENDES PAR ACTION	42
33.	MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	42
34.	BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	42
35.	INCIDENCE DES VARIATIONS DE PERIMETRE	43
36.	ENGAGEMENTS HORS BILAN	43
36.1	<i>Garanties données</i>	43
36.2	<i>Garanties reçues</i>	43
36.3	<i>Engagements en matière de contrats de location simple</i>	44
37.	ABANDONS D'ACTIVITES	44
38.	EFFECTIFS	44
39.	HONORAIRES	44
40.	ÉVENEMENTS POST CLOTURE	45

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE 2007

En milliers d'euros	Notes	Exercice 2007	Exercice 2006
Activités poursuivies			
Produit des activités ordinaires	4.1	346 383	297 867
Autres produits		1 986	1 132
Achats consommés		-129 406	-115 789
Autres achats et charges externes		-115 423	-88 860
Variation des stocks d'encours et produits finis	22.1	2 089	-616
Charges de personnel	6	-74 959	-64 971
Amortissements et dépréciations des immobilisations		-13 057	-13 178
Dotations et reprises de provisions		306	1 060
Autres produits et charges d'exploitation	7	-4 303	-5 890
Résultat opérationnel courant		13 616	10 755
Résultat opérationnel		13 616	10 755
Produits (charges) financiers, nets	11	-2 928	-3 949
Quote-part du résultat des entreprises mise en équivalence	18	2 834	2 159
Résultat avant impôt		13 522	8 965
Impôts sur les résultats	12	-3 288	-2 226
Résultat net de l'ensemble consolidé – activités poursuivies		10 234	6 739
Résultat net de l'ensemble consolidé– activités abandonnées	37	-402	-473
Résultat net de l'ensemble consolidé – total		9 832	6 266
Résultat net – part du groupe		9 447	7 129
Résultat net – part des minoritaires		385	-863
Activité globale			
Résultat par action part du groupe	13	42,07	31,75
Résultat par part de fondateur part du groupe	13	80,13	60,47
Résultat dilué par action part du groupe	13	42,07	31,75
Résultat dilué par part de fondateur part du groupe	13	80,13	60,47
Activités poursuivies			
Résultat par action		45,58	30,01
Résultat par part de fondateur		86,81	57,16
Résultat dilué par action		45,58	30,01
Résultat dilué par part de fondateur		86,81	57,16
Activités abandonnées			
Résultat par action		-1,79	-2,11
Résultat par part de fondateur		-3,41	-4,01
Résultat dilué par action		-1,79	-2,11
Résultat dilué par part de fondateur		-3,41	-4,01

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2007

En milliers d'euros	Notes	Exercice 2 007	Exercice 2 006
ACTIF			
Écarts d'acquisition	14	18 229	16 345
Immobilisations incorporelles	15	1 042	833
Immobilisations corporelles	16	88 480	81 322
Participations dans les entreprises associées	18	4 324	3 733
Autres actifs financiers non courants	20	3 672	5 357
Actifs d'impôts différés	27	7 678	7 438
Autres actifs long terme		1 385	610
Total actifs non courants		124 810	115 638
Stocks	22.2	33 035	25 854
Clients et autres débiteurs	23	142 520	131 783
Créances fiscales		672	317
Autres actifs courants		4 803	3 585
Trésorerie et équivalents de trésorerie	24	36 383	40 466
Total actifs courants		217 413	202 005
TOTAL ACTIF		342 223	317 643
PASSIF			
Capital	25	5 220	5 220
Réserves		120 153	115 313
Résultat net de l'exercice – part du groupe		9 447	7 129
Capitaux propres part du groupe		134 821	127 662
Intérêts minoritaires		1 809	1 532
Capitaux propres		136 630	129 194
Dettes financières non courantes	26	14 610	11 817
Passifs d'impôts différés	27	1 612	1 942
Provisions pour avantages aux salariés	29	8 133	11 243
Autres provisions non courantes	30	23 740	22 739
Autres passifs long terme		2 380	3 173
Total passifs non courants		50 475	50 914
Fournisseurs et autres créditeurs	28	104 043	92 579
Dettes d'impôt		1 100	671
Dettes financières courantes	26	45 016	31 942
Autres provisions courantes	30	2 708	3 640
Autres passifs courants		2 251	8 703
Total passifs courants		155 118	137 535
Total dettes		205 593	188 449
TOTAL PASSIF		342 223	317 643

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ POUR L'EXERCICE 2007

en milliers d'euros	Notes	Exercice 2 007	Exercice 2 006
Marge brute d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	33	25 560	20 250
Elim. de la charge (produit) d'impôt	12	3 288	2 226
Elim. du coût de l'endettement financier net	11	2 850	1 337
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		31 698	23 813
Incidence de la variation du BFR et des provisions courantes	34	-18 502	-1 928
Impôts payés		-2 301	-3 426
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		10 895	18 459
Incidence des variations de périmètre	35	-1 898	-11 277
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	16	-22 730	-19 009
Acquisition d'actifs financiers		-1 567	-638
Variation des prêts et avances consentis		-417	-863
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		2 619	1 812
Cession d'actifs financiers		600	-428
Dividendes reçus		2 182	3 038
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		-21 211	-27 365
Augmentation de capital		-19	131
Emission d'emprunts		14 484	23 793
Remboursement d'emprunts		-10 613	-20 442
Intérêts financiers nets versés		-2 866	-1 395
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		-1 149	-938
Dividendes payés aux minoritaires		-118	9
Autres flux liés aux opérations de financement			-11
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		-281	1 147
Incidence de la variation des taux de change		-540	70
Incidence des changements de principes comptables			
Variation de la trésorerie		-11 137	-7 689
Trésorerie d'ouverture	24	32 287	39 976
Trésorerie de clôture	24	21 150	32 287

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES
CONSOLIDES POUR L'EXERCICE 2007

En milliers d'euros	Capital	Réserves de la société mère	Actions propres	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Total Réserves	Résultat net de l'exercice – part du groupe	Total capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Total au 1^{er} janvier 2006 après affectation du résultat	5 220	83 443	-2 478	24 601	1 091	106 657	7 273	119 150	2 373	121 523
Résultat net de l'exercice						0	7 129	7 129	-864	6 265
Dividendes versés		-938				-938		-938	9	-929
Affectation du résultat		6 655		618		7 273	-7 273	0		0
Variations de périmètres				-2		-2		-2	-379	-381
Ecarts de conversion					-264	-264		-264	26	-238
Autres variations				2 680	-93	2 587		2 587	367	2 954
Total au 31 décembre 2006	5 220	89 160	-2 478	27 897	734	115 313	7 129	127 662	1 532	129 194
Résultat net de l'exercice						0	9 447	9 447	385	9 832
Dividendes versés		-1 149				-1 149		-1 149	-16	-1 165
Affectation du résultat		3 319		3 810		7 129	-7 129	0		0
Variations de périmètres				-212		-212		-212	88	-124
Ecarts de conversion					-1 532	-1 532		-1 532	-216	-1 748
Autres variations				605		605		605	36	641
Total au 31 décembre 2007	5 220	91 330	-2 478	32 100	-798	120 154	9 447	134 821	1 809	136 630

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES DE L'EXERCICE 2007

1. Présentation générale

Le groupe EPC est un groupe international, coté à la bourse de Paris. EPC pratique principalement trois activités :

- La fabrication d'explosifs à usage civil et leur mise en œuvre (forage minage),
- La démolition,
- Autres activités diversifiées (produits chimiques et défense).

La société mère, Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques, est une société anonyme française dont le siège social est situé au 61, rue de Galilée, 75008 Paris.

Les comptes consolidés du Groupe EPC ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 8 avril 2008 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du ? juin 2008.

Les principes comptables utilisés pour l'élaboration des états financiers consolidés du groupe EPC sont énoncés ci-après. Ils ont été uniformément appliqués pour toutes les années présentées.

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

2. Faits marquants de l'exercice 2007

2.1 Acquisition de Pyrénées Minage

Le Groupe a renforcé ses activités de forage-minage en France par l'acquisition de Pyrénées Minage le 25 avril 2007.

2.2 Signature d'un protocole avec Modern Chemicals

Le Groupe a signé un protocole en vue de développer ses activités en Arabie Saoudite, au moyen d'une entreprise commune avec Modern Chemicals dont EPC détiendrait 40%.

2.3 Création d'une filiale au Burkina Faso

Le Groupe a créé une filiale au Burkina Faso en vue de produire et vendre des explosifs et des services de forage-minage à des mines d'or dans ce pays.

2.4 Constitution de sociétés

Une filiale, détenue à 100% par EPC, a été créée au 1^{er} trimestre 2007, avec pour objet la prise de participation dans des entreprises en Afrique, destinées à exécuter des contrats de fabrication et de mise en œuvre d'explosifs.

Une filiale, détenue à 100% par EPC, a été créée au 2^{ème} semestre 2007, avec pour objet la prise de participation dans les entreprises en Europe de l'Est, destinées à exécuter des contrats de fabrication et de mises en œuvre d'explosifs. Les sociétés polonaises et tchèques lui ont été transférées.

Une filiale, détenue à 100% par EPC, a été créée au 1^{er} trimestre 2007, avec pour objet la prise de participation dans des entreprises au Moyen Orient, destinées à exécuter des contrats de fabrication et de mise en œuvre d'explosifs.

2.5 Cession d'Exchem Polymer Systems

Le 1^{er} août 2007, EXCHEM Plc a cédé Exchem Polymer Systems, activité centrée sur les résines pour systèmes d'ancrage, destinées aux marchés du BTP.

2.6 Acquisition d'ExploErg

Fin septembre, le Groupe a acquis ExploErg en Pologne, une société de distribution d'explosif disposant d'une zone de chalandise complémentaire à l'activité d'Explominex.

2.7 Reclassement de titres de participation de Nitrochimie

En fin d'année, un reclassement de titres de participation de Nitrochimie est intervenu. Les sociétés Marodyn, Explominex, Dexplo Sprengtechnik et Lutscher sont devenus des filiales détenus à 100% par le Groupe.

3. Principes comptables

3.1 Principes généraux et normes comptables

3.1.1 Principe général

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes comptables internationales, les comptes consolidés du Groupe sont établis depuis l'exercice 2005 en appliquant les principes de comptabilisation et d'évaluation des normes et interprétations IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB, telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2007.

3.1.2 Les normes mises à jour applicables en 2007

IFRS 7 (Instruments financiers : Informations à fournir) ainsi que la mise à jour de IAS 1 (Présentation des états financiers – Informations à fournir sur le capital) requièrent la présentation de nouvelles informations sur les instruments financiers, mais n'ont pas d'incidence sur leur classification et leur évaluation, ou sur les informations à fournir au sujet des impôts, des fournisseurs et autres passifs.

3.1.3 Les normes, mises à jour et interprétations qui ne sont pas encore applicables et qui n'ont pas été appliquées de manière anticipée par le Groupe

IFRS 8 « Information sectorielle » :

Le parlement européen a adopté le 14 novembre 2007 la norme IFRS 8 sur l'information sectorielle dont l'application sera obligatoire au 1^{er} janvier 2009. Cette norme remplace la norme IAS 14.

Le Groupe EPC a décidé de ne pas anticiper l'application de cette norme sur les comptes 2007. Le Groupe prévoit d'appliquer cette norme pour la première fois sur l'exercice 2009.

La première application de cette norme n'aura pas d'effet significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

IAS 23 « Coût d'emprunt » :

La mise à jour d'IAS 23 (Coût d'emprunt) sera applicable à partir de l'exercice 2009. Elle doit encore être approuvée par l'Union Européenne. Elle requiert la capitalisation, dans le coût historique, des coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, la construction et la production d'un actif (pour autant que la durée avant l'utilisation ou la vente soit suffisamment longue). Il ne sera plus possible de prendre en charge ces coûts immédiatement. Le Groupe appliquera la mise à jour d'IAS 23 à partir de l'exercice 2009.

IFRIC 14 (IAS 19 – La limite d'un actif d'un régime à prestation définie, les exigences de financement minimum et leur interaction) sera applicable à partir de l'exercice 2008. IFRIC 14 montre comment évaluer la limite à partir de laquelle, dans IAS 19, le surplus peut être reconnu l'actif. Il explique aussi comment l'actif ou le passif lié aux pensions peut être affecté par des exigences statutaires ou contractuelles de financement minimum. Le Groupe appliquera IFRIC 14 à partir de l'exercice 2008, mais ne pense pas qu'il en résultera des effets significatifs.

3.2 Méthodes de consolidation

3.2.1 Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés comprennent ceux de la Société Anonyme d'Explosifs et Produits Chimiques ainsi que ceux de ses filiales, sociétés associées et co-entreprises. Cet ensemble forme le Groupe.

Filiales

Les filiales sont toutes les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle, c'est-à-dire le pouvoir de diriger leurs politiques financière et opérationnelle afin d'obtenir des avantages de leurs activités. Ce contrôle est présumé dans les cas où le Groupe détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de ses filiales, plus de la moitié des droits de vote. Les états financiers des filiales sont consolidés en suivant la méthode de l'intégration globale, et les intérêts minoritaires sont déterminés sur la base du pourcentage d'intérêt.

Les intérêts des actionnaires minoritaires sont présentés au bilan dans une catégorie distincte des capitaux propres, part du Groupe. Le montant de leur quote-part dans le résultat net consolidé est présenté séparément dans le compte de résultat. Les pertes revenant aux minoritaires excédant leurs intérêts dans les capitaux propres de la filiale sont affectés à la participation du Groupe sauf lorsque les minoritaires sont tenus d'apporter une contribution supplémentaire pour couvrir les pertes et qu'ils sont en mesure de le faire.

L'ensemble des soldes et transactions intragroupe, y compris les profits, pertes et dividendes, est éliminé en consolidation.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, c'est-à-dire le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle, sans toutefois exercer un contrôle sur ces politiques. L'influence notable est présumée lors de la détention, directe ou indirecte par le biais de filiales, de 20% ou plus des droits de vote. Les états financiers des entreprises associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Les participations dans des entreprises associées sont présentées sur une ligne distincte du bilan. Les quotes-parts de résultat des entreprises mises en équivalence, et le résultat de sortie de ces participations, sont présentés séparément dans le compte de résultat. Les quotes-parts de mouvements des capitaux propres des entreprises associées sont constatés directement en capitaux propres.

Si la quote-part du Groupe dans les pertes de l'entreprise associée excède la valeur nette comptable de sa participation, la valeur de la participation est réduite à zéro, et le Groupe ne continue à comptabiliser sa part dans les pertes de l'entreprise associée que dans la mesure où il est responsable de ces pertes.

Co-entreprises

L'intégration proportionnelle est appliquée aux co-entreprises, c'est-à-dire aux entités dont le contrôle de l'activité économique est partagé entre deux parties ou plus, et où les décisions stratégiques et opérationnelles sont prises à l'unanimité des associés (contrôle conjoint).

	31 décembre 2007			31 décembre 2006		
	Total	France	Etranger	Total	France	Etranger
Intégration globale	52	25	27	39	16	23
Intégration proportionnelle	4	1	3	4	1	3
Mise en équivalence	3	1	2	3	1	2
	59	27	32	46	18	28

3.2.2 Opérations intra-groupe

Les opérations et transactions réciproques d'actif et de passif, de produits et de charges entre entreprises intégrées sont éliminées dans les comptes consolidés. Cette élimination est réalisée :

- en totalité si l'opération est réalisée entre deux entreprises intégrées globalement,
- à hauteur du pourcentage d'intégration de l'entreprise si l'opération est réalisée entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise intégrée proportionnellement,
- à hauteur du pourcentage de détention de l'entreprise mise en équivalence dans le cas de résultat interne réalisé entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise mise en équivalence.

3.2.3 Conversion en monnaies étrangères

Conversion des états financiers des sociétés étrangères

La monnaie de fonctionnement des sociétés étrangères correspond à la monnaie locale.

Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe sont convertis selon la méthode dite « du cours de clôture ».

Leurs éléments de bilan sont convertis au cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice et les éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en écart de conversion dans les réserves consolidées. Les écarts d'acquisition relatifs aux sociétés étrangères sont considérés comme faisant partie des actifs et passifs acquis et, à ce titre, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture.

Opérations en monnaie étrangère

Les opérations en monnaie étrangère sont converties en euro au cours de change en vigueur à la date d'opération. A la clôture de l'exercice, les actifs financiers et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en euro au cours de change de clôture de l'exercice. Les pertes et gains de change en découlant sont reconnus dans la rubrique résultat de change et présentés en autres produits et charges financiers au compte de résultat.

3.2.5 Activités abandonnées (arrêtées, cédées) ou en cours de cession et actifs en cours de cession

Les éléments du compte de résultat relatifs aux activités abandonnées sont présentés sur une ligne isolée pour toutes les périodes présentées.

Les actifs non courants dont la cession a été décidée au cours de la période sont présentés sur une ligne séparée du bilan, dès lors que la cession doit intervenir dans les 12 mois. Ils sont évalués au plus bas de la valeur comptable ou du prix de vente estimé, net des coûts relatifs à la cession.

Contrairement aux activités abandonnées, les éléments du compte de résultat et du tableau de trésorerie ne sont pas présentés sur une ligne séparée.

3.2.6 Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition

Les sociétés entrent dans le périmètre de consolidation à la date à laquelle leur contrôle est transféré au Groupe, et en sortent à la date à laquelle le Groupe cesse d'exercer un contrôle sur elles.

Les acquisitions de filiales sont constatées selon la méthode de l'acquisition. Cette méthode implique la comptabilisation des actifs et passifs des sociétés acquises par le Groupe à leur juste valeur, en conformité avec les règles prévus par IFRS3 – Regroupement d'entreprises.

Les coûts de restructuration et les autres coûts de l'entreprise acquise consécutifs au regroupement et qui répondent à la date de l'acquisition aux critères de constitution de provisions fixés par la norme IAS 37 sont inclus dans les passifs acquis ; les coûts engagés ultérieurement à la date d'acquisition sont comptabilisés dans le compte de résultat opérationnel de la période au cours de laquelle ils sont encourus ou lorsqu'ils répondent aux critères de la norme IAS 37.

Les passifs éventuels de l'entreprise acquise sont reconnus comme des passifs et sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition ; il s'agit de passifs ne répondant pas aux critères de constitution des provisions fixés par la norme IAS 37.

L'excédent du coût d'acquisition sur les intérêts du Groupe dans la juste valeur des actifs et passifs enregistrés constitue l'écart d'acquisition. Les écarts d'acquisition relatifs aux filiales ou co-entreprises sont

enregistrés sur une ligne séparée du bilan (note 14). Les écarts d'acquisition relatifs aux entreprises associées sont compris dans la valeur comptable de la participation et sont pris en considération dans le test de dépréciation relatif à cet actif.

A l'inverse, si la quote-part des actifs et passifs en juste valeur dépasse le coût d'acquisition, cet excédent est immédiatement enregistré en profit.

L'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise peut être ajustée dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition ; au-delà de ce délai, le montant de l'écart d'acquisition ne peut être modifié que dans des cas très spécifiques (ajustement du prix, corrections d'erreur).

Les écarts d'acquisition ne font pas l'objet d'amortissements récurrents, mais des pertes de valeur sont constatées si cela s'avère nécessaire sur la base des résultats des tests de perte de valeur.

Pour la réalisation des tests de perte de valeur, les écarts d'acquisition sont affectés à chacune des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) auxquelles ils se rattachent en fonction de l'organisation mise en place par le Groupe (voir définition d'une UGT en note 3.3.2).

Les UGT auxquelles un écart d'acquisition est affecté font l'objet de test de perte de valeur au moins une fois par an, ou plus fréquemment s'il existe un indice de perte de valeur.

Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à la valeur comptable de ses actifs, la perte de valeur est affectée en priorité à l'écart d'acquisition, puis aux autres actifs non courants de l'UGT (immobilisations corporelles et incorporelles) au prorata de leur valeur comptable.

Une perte de valeur sur un écart d'acquisition a un caractère irréversible et ne peut donc pas être reprise.

3.3 Règles et méthodes d'évaluation

3.3.1 Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans ces états financiers, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- l'évaluation des provisions et des engagements de retraites
- l'évaluation des impôts différés
- les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur
- l'évaluation des coûts de démantèlement, décontamination et de remise en état des sites

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

3.3.2 Perte de valeur des actifs

Des tests de perte de valeur sont effectués systématiquement au moins une fois par an pour les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, ou plus souvent s'il existe un indice de perte de valeur.

Des tests sont effectués dès qu'il existe un indice de perte de valeur pour les immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie.

Lorsque le montant recouvrable d'une Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) est inférieur à la valeur nette comptable des actifs rattachés à l'UGT, une perte de valeur est constatée.

La valeur recouvrable est la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie générés par l'UGT, augmentée, le cas échéant, de sa valeur de sortie à la fin de sa durée d'utilité prévue.

Une UGT est définie comme étant le plus petit ensemble d'actifs dont l'utilisation génère des entrées de trésorerie de façon indépendante des autres actifs ou ensemble d'actifs du Groupe. Elle inclut les écarts d'acquisition qui lui sont attribuables.

Les UGT du Groupe EPC sont les entités juridiques, à l'exception des UGT suivantes :

- Exchem Explosives
- Exchem Fuel Additives

3.3.3 Reconnaissance du produit des activités ordinaires

Le produit des activités ordinaires est constitué par les ventes et les prestations de services à des tiers, déduction faite des remises et rabais commerciaux ainsi que des taxes sur les ventes, et après élimination des ventes intragroupe.

Ventes de biens

Les ventes de biens sont enregistrées lorsque les principaux risques et avantages sont transférés à l'acheteur, ce qui coïncide généralement avec le transfert de propriété.

Prestations de services

Les produits provenant des prestations de services sont enregistrés une fois que le service est rendu ou sur la base d'un pourcentage d'avancement sur la durée du contrat.

Contrats à long terme

Lorsque le résultat d'un contrat de construction peut être estimé de façon fiable, et qu'il est probable que le contrat sera rentable, les produits et les coûts du contrat sont comptabilisés en fonction de l'avancement de l'activité du contrat à la date de clôture (méthode du pourcentage d'avancement). Le degré d'avancement des travaux est déterminé suivant les méthodes suivantes, en fonction de la nature du contrat :

- (1) le rapport existant entre les coûts encourus pour les travaux exécutés jusqu'à la date considérée et les coûts totaux estimés du contrat ;
- (2) l'examen des travaux exécutés; ou
- (3) l'achèvement, en termes physiques, d'une partie des travaux du contrat.

Lorsque le résultat d'un contrat de construction ne peut être estimé de façon fiable :

- les produits ne sont comptabilisés que dans la limite des coûts encourus qui seront probablement recouvrables,
- les coûts du contrat sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Lorsqu'il est probable que le total des coûts du contrat sera supérieur au total des produits du contrat, la perte attendue est immédiatement comptabilisée en charges.

3.3.4 Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits d'exploitation comprennent les éléments suivants :

- Production immobilisée
- Subvention d'exploitation
- Quote-part de subvention d'investissement virée au compte de résultat de l'exercice
- Produits de cession d'immobilisations et de titres consolidés
- Autres

Les autres charges d'exploitation comprennent les éléments suivants :

- Valeur nette comptable des immobilisations et titres consolidés cédés
- Impôts et taxes
- Autres charges

3.3.5 Charges et produits financiers

Les charges et produits financiers comprennent les éléments suivants :

- Les charges et produits d'intérêt relatifs à l'endettement net consolidé, lequel se compose des emprunts bancaires, des dettes liées aux contrats de location financement et de la trésorerie et équivalents de trésorerie.
- Les autres charges versées aux établissements financiers au titre des opérations de financement
- La composante financière du coût des régimes de retraite (charge d'intérêt et rendement attendu des actifs du régime)
- La désactualisation des provisions pour décontamination, démantèlement et dépollution
- Les dépréciations durables et les résultats de cession des titres disponibles à la vente
- Les dividendes reçus des participations non consolidées (les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire de percevoir le paiement est établi).
- Les profits et pertes de change résultant des opérations de financement, y compris les effets de la comptabilité de couverture.

3.3.6 Contrats de location

Contrats de location simple

Les paiements effectués au titre d'un contrat de location simple sont enregistrés en charge dans le compte de résultat, sur une base linéaire pendant la durée du contrat.

Les revenus locatifs sont comptabilisés en produits de façon linéaire.

Contrats de location financement

Les contrats de location financement pour lesquels le Groupe est preneur sont comptabilisés à l'actif et au passif du bilan pour des montants égaux au plus faible de la juste valeur du bien loué et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location (au taux d'intérêt implicite du contrat). Les paiements sont ventilés entre charge financière et amortissement de la dette.

3.3.7 Immobilisations incorporelles

Frais de développement

Les dépenses relatives à un projet de développement sont capitalisées s'ils répondent aux six critères suivants :

- fiabilité technique,
- intention d'achever l'actif et de l'utiliser ou de le vendre,
- capacité à utiliser ou à vendre l'actif,
- probabilité d'avantages économiques futurs (existence d'un marché ou utilisation en interne),
- disponibilité de ressources financières nécessaires à l'achèvement,
- fiabilité de la mesure des dépenses attribuables à l'immobilisation.

Les frais de développement capitalisés sont ensuite amortis sur la durée probable de vie de l'immobilisation incorporelle à partir de sa mise en service.

Autres immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est comptabilisée :

- s'il est probable que les avantages économiques futurs iront à l'entreprise
- si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées selon la méthode du coût amorti, en utilisant la méthode linéaire sur une durée d'utilité comprise entre 12 mois et 3 ans.

3.3.8 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées selon la méthode du coût amorti.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon le mode le plus représentatif de la dépréciation économique des biens, suivant la méthode des composants, et sur la durée d'utilité estimée des biens.

Les durées d'amortissement retenues par le Groupe sont les suivantes :

Constructions en dur, merlons	Linéaire 30 ans
Constructions légères, clôtures	Linéaire 15 ans
Matériels et installations de fabrication	Linéaire 12 ans
Installations réseaux (eau, vapeur, électricité, surveillance,...)	Linéaire 12 ans
Réservoirs et citernes fixes	Linéaire 12 ans
Foreuse, Pelles, Chargeuses	Dégressif 7 ans, coef 2.1, sur 80% de la valeur brute
Châssis Unité Mobile de Fabrication	Dégressif 10 ans coef 3
Body Unité Mobile de Fabrication	Linéaire 10 ans

3.3.9 Provisions pour démantèlement décontamination

Lorsqu'une obligation légale, contractuelle ou implicite rend nécessaire le réaménagement de sites de production du groupe, les coûts correspondant ont été estimés et activés. Une provision pour frais de remise en état est comptabilisée sur la durée d'exploitation du site en fonction du niveau de production et d'avancement de l'exploitation du site. La provision, évaluée site par site, est estimée à partir de la valeur actuelle des coûts attendus des travaux de réaménagement.

Les coûts de démantèlement décontamination constituent une obligation immédiate, qui se traduit dans les comptes consolidés par une augmentation de valeur des actifs et enregistrement d'une provision correspondante.

3.3.10 Provisions pour dépollution

Lorsque le Groupe estime qu'il a une obligation légale ou implicite liée à un risque environnemental dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources, une provision correspondant aux coûts futurs estimés est comptabilisée sans tenir compte des indemnités d'assurance éventuelles (seules les indemnités d'assurance quasi certaines sont comptabilisées à l'actif du bilan).

Les autres coûts environnementaux sont comptabilisés en charges lors de leur réalisation.

Les coûts de dépollution constituent une obligation progressive qui se traduit dans les comptes consolidés par une provision.

3.3.11 Immeubles de placement

Le Groupe EPC n'est pas propriétaire d'immeubles de placement.

3.3.12 Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers correspondent aux titres de participations non consolidées et aux créances rattachées à ces participations.

Les titres de participations non consolidées représentent les intérêts du Groupe dans le capital de sociétés non consolidées en raison de leur caractère peu significatif.

Une perte de valeur est constatée en résultat financier en cas de baisse durable de leur valeur, déterminée sur la base des critères financiers appropriés à la situation de chaque société, tels que la quote part des capitaux propres et les perspectives de rentabilité.

Les créances rattachées à des participations sont dépréciées lorsque leur valeur recouvrable est inférieure à leur valeur au bilan.

3.3.13 Instruments financiers dérivés

Afin d'atténuer le risque de volatilité des devises étrangères, le Groupe a recours à des contrats à terme. Ces instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur à la date de clôture. Le Groupe applique les principes comptables spécifiques de la comptabilité de couverture dans la mesure où il est démontré que les relations de couverture entre les instruments dérivés et le risque couvert remplissent les conditions requises pour en permettre l'utilisation.

3.3.14 Stocks

Les stocks sont enregistrés au plus faible du coût de revient et de la valeur nette de réalisation. Le coût est calculé selon la méthode FIFO (premier entré premier sorti), ou au coût moyen unitaire pondéré.

Le coût des produits en cours de production et des produits finis détenus en stocks inclut les matières premières, la main d'œuvre directe et une portion adéquate des charges de production variables et fixes, celles-ci étant affectées sur la base des capacités opérationnelles normales.

La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé dans le cadre normal de l'activité, diminué des coûts d'achèvement et des frais commerciaux.

3.3.15 Clients et autres débiteurs

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur.

Une dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction.

3.3.16 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les disponibilités bancaires et les valeurs mobilières de placement.

Les équivalents de trésorerie se composent des placements sans risque dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois. Ils sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture. Les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat financier de la période.

3.3.17 Dettes financières

Les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif.

3.3.18 Coûts d'emprunts

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice lorsqu'ils sont encourus.

3.3.19 Impôts différés

Conformément à la norme IAS12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont évalués sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales. Les passifs d'impôts différés sont systématiquement comptabilisés ; les actifs d'impôts différés ne sont reconnus que s'ils ont une chance raisonnable de se réaliser.

3.3.20 Fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont comptabilisés à leur juste valeur, qui, dans la plupart des cas, correspond à leur valeur nominale.

3.3.21 Avantages du personnel

Le Groupe propose à ses salariés différents régimes de retraite, des indemnités de fin de contrat et d'autres avantages, qui dépendent des législations locales et des pratiques adoptées par chacune des filiales.

Les indemnités de fin de contrat correspondent généralement à des montants forfaitaires calculés sur la base de l'ancienneté du salarié et de son salaire annualisé à l'âge du départ à la retraite ou à la fin du contrat.

Obligations en matière de retraites

- Régimes à cotisations définies

Le Groupe comptabilise en charges le paiement des cotisations lorsqu'elles sont encourues.

Un complément de retraite par capitalisation à cotisation définies (Article 83) a été mis en place chez EPC en 2006.

- Régimes à prestations définies

Les estimations des obligations du Groupe au titre des régimes de retraite à prestations définies et des indemnités de départ en retraite sont calculées annuellement, conformément à la norme IAS19 « Avantages du personnel », par des actuaires indépendants en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel.

L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié pour chaque pays où sont situés les engagements. Elle est comptabilisée au prorata des années de service des salariés.

Lorsque les engagements relatifs aux avantages au personnel sont financés par des fonds externes, ceux-ci sont pris en compte à leur juste valeur à la date de clôture de l'exercice.

Pour la grande majorité des plans du Groupe, les changements d'hypothèses actuarielles qui affectent l'évaluation des obligations, ainsi que l'écart entre le rendement attendu à long terme des investissements des fonds de pension et le rendement réellement obtenu sont traités comme des gains et pertes actuariels, et enregistrés en capitaux propres sur l'exercice.

Au compte de résultat sont reportés le coût des services rendus qui constate l'augmentation des obligations liée à l'acquisition d'une année d'ancienneté supplémentaire et la charge d'intérêt sur l'obligation qui traduit la désactualisation des obligations. Le rendement long terme attendu des investissements des fonds de pensions est porté en déduction de ces charges. L'effet des modifications de plans sur les obligations des sociétés du Groupe est généralement reconnu au compte de résultat.

En cas de couverture excédentaire des passifs d'un régime par ses actifs, le Groupe applique les règles de limitation de l'actif pouvant être reconnu telles que définies par la norme IAS 19.

Chez EPC, un régime de retraite à prestations définies a été souscrit auprès de la société Arial en 2006.

Paiements en actions

Le Groupe est engagé dans un plan d'options sur actions lancé avant le 7 novembre 2002.

Un nouveau plan d'options sur actions a été lancé en date du 24 octobre 2006.

3.3.22 Provisions

Conformément à IAS37, les provisions sont constatées lorsque :

- il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre cette obligation ; et
- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

3.3.23 Subventions publiques

Les subventions publiques sont comptabilisées lorsqu'il existe une assurance raisonnable que le Groupe remplira les conditions attachées à la subvention, et que la subvention sera reçue.

Les subventions attachées à des actifs (subventions d'investissement) sont présentées en produit différé au passif, puis rapportées au compte de résultat, sur une base systématique, pendant la durée de vie utile de l'actif, en « Autres produits ».

Les subventions liées au résultat sont présentées en tant que crédit au compte de résultat dans la rubrique « autres produits », sur une base systématique sur les périodes nécessaires pour les rattacher aux coûts qu'elles sont destinées à compenser.

3.3.24 Distribution de dividendes

Les distributions de dividendes aux actionnaires du Groupe sont enregistrées en dettes au cours de la période durant laquelle elles ont été autorisées par les actionnaires.

3.3.25 Gestion du risque financier

Risque de change

Afin d'atténuer le risque de change, le Groupe a parfois recours à des contrats à terme. La comptabilisation de ces instruments financiers dérivés est décrite en note 3.3.13.

Risque de Crédit

En matière de risque client, le portefeuille est suffisamment large pour considérer que ce risque ne constitue pas un enjeu significatif. Le recours à des bases de données externes d'analyse du risque est pratiqué régulièrement.

Risque de liquidité

La Direction Financière du Groupe s'assure auprès des diverses filiales de la mise en place des ressources financières suffisantes pour faire face au risque de liquidité.

Au cours de l'exercice écoulé, des conventions de gestion de trésorerie ont été établies pour participer à une meilleure gestion de ce risque.

Risque de taux d'intérêt

Dans un contexte de taux d'intérêt faible, le groupe ne gère pas de manière active son exposition au risque de taux d'intérêt

Les emprunts bancaires en place dans le groupe sont la plupart à taux variable, court terme.

3.3.26 Engagements hors bilan

EPC à recense ses engagements hors bilan une fois par an. Ce processus prévoit la transmission par les filiales consolidées, dans le cadre des procédures de consolidation, des informations relatives aux engagements données suivants :

- Effets escomptés non échus
- Avals et cautions
- Garantie d'actif et de passif
- Hypothèques & nantissements
- Autres engagements

4. Information sectorielle

Basée sur l'organisation interne du Groupe, l'information sectorielle de premier niveau est présentée par secteur géographique et l'information sectorielle de second niveau par secteur d'activité.

Les activités par secteur géographique sont les suivantes :

- France et Benelux
- Europe du Nord et de l'Est
- Europe du Sud, Afrique et autres pays

Les activités par secteur d'activité sont les suivantes :

- Explosifs et Forage Minage
- Démolition
- Autres activités

4.1 Chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires par pays d'origine

En milliers d'euros	Exercice	Exercice	Variation à structure	
	2007	2006	réelle	comparable (*)
France & Benelux	176 373	143 746	22,7%	21.2%
Europe du Nord et de l'Est	110 906	95 246	16,4%	14.1%
Europe du Sud, Afrique et autres	59 104	58 875	0,4%	-3.1%
Total	346 383	297 867	16,3%	14,1%

(*) Périmètre et change constants

4.2 Segmentation primaire – secteurs géographiques

Résultats sectoriels de l'exercice 2007

En milliers d'euros	France & Benelux	Europe du Nord et de l'Est	Europe du Sud, Afrique et autres	Total consolidé
Produit des activités ordinaires	180 518	111 010	59 291	350 819
Produit des activités ordinaires intersectoriel	-4 145	-104	-187	-4 436
Produit des activités ordinaires externe total	176 373	110 906	59 104	346 383
Résultat opérationnel - activités poursuivies	-2 035	13 813	1 838	13 616
Résultat opérationnel total – activités poursuivies	-2 035	13 813	1 838	13 616
Charges financières – net	-228	-614	-2 086	-2 928
Quotes-parts de résultat des entreprises mises en équivalence	8		2 826	2 834
Résultat avant impôts	-2 255	13 199	2 578	13 522
Impôt sur les résultats	-279	-1 790	-1 219	-3 288
Résultat net – activités poursuivies	-2 534	11 409	1 359	10 234
Résultat net – activités abandonnées			-402	-402
Résultat net total	-2 534	11 409	957	9 832

Résultats sectoriels de l'exercice 2006

Les transactions intersectorielles sont évaluées aux conditions commerciales habituelles qui seraient appliquées à des tiers externes.

En milliers d'euros	France & Benelux	Europe du Nord et de l'Est	Europe du Sud, Afrique et autres	Total consolidé
Produit des activités ordinaires	146 732	95 515	59 135	301 382
Produit des activités ordinaires intersectoriel	-2 986	-269	-260	-3 515
Produit des activités ordinaires externe total	143 746	95 246	58 875	297 867
Résultat opérationnel - activités poursuivies	-1 094	8 797	3 052	10 755
Résultat opérationnel total – activités poursuivies	-1 094	8 797	3 052	10 755
Charges financières – net	-775	-1 307	-1 867	-3 949
Quotes-parts de résultat des entreprises mises en équivalence	192	0	1 967	2 159
Résultat avant impôts	-1 677	7 490	3 152	8 965
Impôt sur les résultats	110	-1 237	-1 099	-2 226
Résultat net – activités poursuivies	-1 567	6 253	2 053	6 739
Résultat net – activités abandonnées		-1 550	1 077	-473
Résultat net total	-1 567	4 703	3 130	6 266

Autres éléments sectoriels sans contrepartie de trésorerie inclus dans le compte de résultat de l'exercice 2007

En milliers d'euros	France & Benelux	Europe du Nord et de l'Est	Europe du Sud, Afrique et autres	Total consolidé
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immobilisations	-7 641	-2 673	-2 743	-13 057
Dot/Rep. aux provisions	391	117	-202	306

Autres éléments sectoriels sans contrepartie de trésorerie inclus dans le compte de résultat de l'exercice 2006

En milliers d'euros	France & Benelux	Europe du Nord et de l'Est	Europe du Sud, Afrique et autres	Total consolidé
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immobilisations	-6 641	-4 229	-2 308	-13 178
Dot/Rep. aux provisions	140	782	138	1060

Actifs, passifs et investissements sectoriels au 31 décembre 2007

En milliers d'euros	France & Benelux	Europe du Nord et de l'Est	Europe du Sud, Afrique et autres	Total consolidé
Immobilisations corporelles et actifs courants	150 497	63 778	91 618	305 893
Participations dans les sociétés mises en équivalence	254		4 071	4 325
Total	150 751	63 778	95 689	310 218
Passifs courants	77 624	18 892	58 603	155 119
Investissements (incorp & corp) *	12 170	5 998	4 562	22 730

* hors investissements financés par contrat de location (voir notes 16)

Actifs, passifs et investissements sectoriels au 31 décembre 2006

En milliers d'euros	France & Benelux	Europe du Nord et de l'Est	Europe du Sud, Afrique et autres	Total consolidé
Immobilisations corporelles et actifs courants	140 614	62 049	80 664	283 327
Participations dans les sociétés mises en équivalence	282		3 451	3 733
Total	140 896	62 049	84 115	287 060
Passifs courants	70 837	21 311	45 387	137 535
Investissements (incorp & corp) *	11 125	6 049	1 835	19 009

* hors investissements financés par contrat de location (voir notes 16)

4.3 Segmentation secondaire – secteurs d'activité

Produit des activités ordinaires externe

En milliers d'euros	31-déc-07	31-déc-06
Explosifs Forage Minage	200 755	176 991
Démolition	101 436	76 440
Autres activités	44 162	44 418
Actifs non alloués	30	18
Total	346 383	297 867

Actifs sectoriels : immobilisations corporelles et actifs courants

En milliers d'euros	31-déc-07	31-déc-06
Explosifs Forage Minage	180 257	163 303
Démolition	74 918	61 041
Autres activités	45 628	46 832
Actifs non alloués	5 090	12 151
Total	305 893	283 327

Investissements

Les investissements correspondent aux acquisitions d'actifs incorporels et corporels (note 16).

En milliers d'euros	31-déc-07	31-déc-06
Explosifs Forage Minage	14 716	11 867
Démolition	7 609	6 023
Autres activités	405	1 119
Total	22 730	19 009

5. Frais de recherche

Le Groupe ne pratique pas de recherche fondamentale.

Dans le cadre des Normes IFRS applicables à la Recherche appliquée, le Groupe a distingué :

- les travaux de conception (études de faisabilité, définition des objectifs, définition des spécifications ...) imputables en charges sur l'exercice,
- des travaux de développement (Industrialisation) assimilables à un actif incorporel et amortissables sur plusieurs années.

Les charges imputables sur l'exercice se résument comme suit :

En milliers d'euros	31-déc-2007	31-déc-2006
Frais de recherche (travaux de conception)	866	884
Total	866	884

6. Charges de personnel

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Rémunérations	53 934	46 324
Charges sociales	18 429	17 927
Autres charges de personnel	2 596	720
Total charges de personnel	74 959	64 971

6.1 Paiements en action

Par délibération, en date du 24 octobre 2006, prise en application de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires réunie le 18 juin 1992, le Conseil d'administration a consenti, dans le cadre des dispositions des articles L.225-179 et suivants du Code de commerce, 7 500 options donnant

droit à l'achat d'actions provenant d'acquisitions effectuées préalablement à l'ouverture de l'option par la Société elle-même, en application des dispositions de l'article L.225-209 du N.C.C..

Les options ont été consenties à un prix unitaire de 315,64 €, et sont à exercer au plus tard le 23 octobre 2010.

Aucune option n'a été levée au titre de l'exercice écoulé.

7. Autres produits et charges d'exploitation

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Production immobilisée	1 605	179
Subventions d'exploitation	17	27
Subventions d'investissement virée au compte de résultat	172	182
Produits de cession d'immobilisations	3 572	1 812
Autres produits d'exploitation	6 745	180
Total Autres produits	12 111	2 380
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	-7 233	-1 387
Impôts et taxes	-4 875	-3 921
Autres charges d'exploitation	-4 306	-2 962
Total Autres charges	-16 414	-8 270
Total autres produits et charges d'exploitation	-4 303	-5 890

La variation des postes « Autres produits d'exploitation » et « Valeur nette comptable des immobilisations cédées » est principalement imputable à la cession de la division EPS d'Exchem.

L'incidence nette de cette cession sur le résultat consolidé est un profit de 2 629 K€ directement lié à la reprise de provision pour perte de valeur (cf. 14).

8. Contrats de location

8.1 Contrats de location financement – Preneur

Les actifs enregistrés en immobilisations corporelles au titre des contrats de location financement sont détaillés en note 16, et la dette financière correspondante en note 26.

Engagements relatifs aux contrats de location financement non résiliables

En milliers d'euros	31-déc-07	31-déc-06
Moins d' 1 an	2 144	2 045
De 1 à 5 ans	4 229	3 581
Plus de 5 ans	0	0
Paiements minimaux	6 373	5 626

8.2 Contrats de location simple - Preneurs

Les engagements en matière de contrat de location simple – Preneurs sont peu significatifs et ne sont donc pas présentés.

8.3 Contrats de location simple - Bailleurs

Les engagements en matière de contrat de location simple – Bailleurs sont peu significatifs et ne sont donc pas présentés.

9. Contrats à long terme

Les contrats à long terme concernent certaines activités de démolition et les activités de défense.

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Produits des contrats à long terme	25 462	40 522

Les produits des contrats à long terme sont imputables à STIPS TI pour 17 M€ et à la SEI pour 8 M€.

10. Information relative aux parties liées

10.1 Contrôle

Le Groupe EPC est contrôlé par la société EJ Barbier. La société tête de Groupe est la Société Anonyme d'explosifs et produits chimiques, EPC, détenue à 64,24 % par EJ Barbier qui publie des états financiers.

10.2 Relation avec les filiales

Les transactions entre la société mère et ses filiales, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans ces notes.

10.3 Rémunération du personnel dirigeant-clé

Le personnel dirigeant clef du Groupe EPC est composé des mandataires sociaux de la société EPC SA.

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
rémunérations avantages en nature	691 192	665 340
Jetons de présence	79 792	58 774
paiement en action	0	0
Total	770 984	724 114

Le Président et le Directeur Général Délégué sont tenus à une obligation de non concurrence, incluse dans les contrats dans le cadre desquels ils exercent leurs activités.

10.4 Transactions avec des parties liées

Le Groupe entretient des relations avec les parties liées suivantes :

- EJ.Barbier, maison mère d'EPC SA
- Adex, Adex TP et Adex Services filiales détenues majoritairement par EJ.Barbier.

Ces parties liées assurent des prestations de service pour le compte du Groupe pour un montant de 9 897 K€ au cours de l'exercice 2007

Ces prestations se sont faites dans des conditions normales.

Les sommes dues par le Groupe aux parties liées à fin 2007 s'élevait à 1 265 K€.

11. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	855	787
Charges d'intérêts	-3 705	-2 124
Coût de l'endettement financier net	-2 850	-1 337

En milliers d'euros	Exercice 2007	- Exercice 2006
Pertes et gains de changes	828	-721
Coût financier sur avantages au personnel (« interest cost »)	-309	-347
Charges de désactualisation des provisions	-198	-771
Dividendes reçus	114	105
Dotations et reprises aux provisions financières	-643	-31
Autres charges et produits financiers divers	130	-847
Autres produits et charges financiers	-78	-2 612

Total	-2 928	-3 949
--------------	---------------	---------------

12. Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat s'analyse de la façon suivante :

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Charge / (produit) d'impôts exigible	-4 222	-3 844
Charge / (produits) d'impôts différés sur différences temporaires (note 27)	934	1 618
Total	-3 288	-2 226

Le total de l'impôt différé sur éléments de capitaux propres enregistré pour l'exercice 2007 s'élève à -464 K€. Il était de 1 231 K€ pour l'exercice 2006.

L'augmentation de la charge d'impôt est principalement imputable à la croissance des bénéfices imposables des sociétés.

L'impôt prend en compte un profit d'intégration fiscale sur EPC de 518 K€. Il était de 401 K€ pour l'exercice 2006.

Le rapprochement entre l'impôt théorique au taux légal d'imposition en France et l'impôt effectif est le suivant :

En milliers d'euros	Exercice 2007
Résultat avant impôt et résultat des entreprises liées	10 688
Taux d'imposition théorique en vigueur en France	33,33%
Impôt théorique attendu	(3 562)
Incidence des déficits reportables	(1 989)
Incidence de la variation de taux (report variable)	(179)
Différentiel de taux sur résultat étranger	2 317
Autres différences permanentes	(232)
Impôt effectivement constaté	(3 288)
Taux d'impôt effectif	30,76%

Les différences permanentes apparaissant dans la réconciliation du taux effectif d'impôt intègrent notamment :

- L'incidence de la non activation des déficits reportables des sociétés qui s'élève à -1 989 K€.
- L'incidence des taux d'impôt étranger par rapport au taux d'impôt Français de 33,33% s'élève à 2 317 K€. Elle est principalement imputable à l'Irlande pour 2 064 K€, avec un taux d'impôt local de 12,5%.

Les taux d'impôt applicable sont les suivants :

Pays	Exercice 2007	Exercice 2006
Allemagne	25%	25%
Belgique	33,99%	33,99%
Espagne	35%	35%
France	33,33%	33,33%
Royaume-Uni	28%	30%
Guinée	35%	35%
Irlande	12,50%	12,50%
Italie	33%	33%
Luxembourg	29,63%	30,38%
Maroc	35%	35%
Norvège	28%	28%
Pologne	19%	19%
Portugal	25%	25%
Sénégal	33%	33%
Suède	28%	28%

13. Résultat par action

Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (résultat net part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le même calcul est réalisé pour les parts de fondateurs.

	Exercice 2007	Exercice 2006
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (milliers d'euros)	7 085	5 347
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	168 400	168 400
Résultat de base par action (en €/action)	42,07	31,75

	Exercice 2007	Exercice 2006
Bénéfice net attribuable aux parts de fondateurs (milliers d'euros)	2 362	1 782
Nombre moyen pondéré de parts de fondateurs	29 473	29 473
Résultat de base par part de fondateurs (en €/part)	80,13	60,47

Résultat dilué

Le groupe n'a pas émis ni supprimé de titres au cours de l'exercice.

Ainsi, le résultat par action calculé en ajustant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives est identique au résultat de base.

Mouvements depuis la clôture

Il n'est pas intervenu depuis la clôture d'opérations affectant le nombre d'actions.

14. Écarts d'acquisition

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Au 1^{er} janvier		
Valeur brute	18 288	8 346
Pertes de valeur cumulées	(1 943)	(1 943)
Valeur nette à l'ouverture	16 345	6 403
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises		8 507
Variations de périmètre	1 884	1 435
Pertes de valeur enregistrées en résultat		
Au 31 décembre		
Valeur brute	20 172	18 288
Pertes de valeur cumulées	(1 943)	(1 943)
Valeur nette à la clôture	18 229	16 345

Tests de perte de valeur – méthodologie

Conformément au principe énoncé en note 3.3.2, la valeur comptable de chaque groupe d'actifs a fait l'objet d'une comparaison avec sa valeur d'utilité au 31 décembre 2007. Aucune UGT testées au 31 décembre 2007 n'a fait l'objet de dépréciation.

Les valeurs d'utilité correspondent à la somme des flux futurs de trésorerie actualisés avant impôt (9% en 2007 contre 8% en 2006), calculés sur la base d'un plan de développement à cinq ans pour chacune des UGT. Le taux de croissance utilisé dans le plan reflète une connaissance des marchés et des orientations de développement décidées par la Direction du groupe. L'extrapolation des prévisions de la dernière année du plan, projetée à l'infini, est déterminée en appliquant un taux de croissance de 1%.

Cumul fin 2006

En milliers d'euros	Ecarts d'acquisition	Perte de valeur sur écart d'acquisition	Perte de valeur actif début 2006	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice	Perte de valeur totale fin 2006
2B Recyclage	1 716	-1 084				-1 084
OCCAMAT	859	-859	-1 056		1 056	-859
Exchem Polymer Systems			-2 600		360	-2 240
Total	2 575	-1 943	-3 656		1 416	-4 183

Mouvements sur 2007

En milliers d'euros	Ecarts d'acquisition	Perte de valeur sur écart d'acquisition	Dotations aux pertes de valeur sur autres actifs	Reprise sur pertes de valeur sur autres actifs	Perte de valeur totale 2007
Exchem Polymer Systems				2 240	2 240
Total				2 240	2 240

Cumul fin 2007

En milliers d'euros	Ecarts d'acquisition	Perte de valeur sur écart d'acquisition	Perte de valeur actif début 2007	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice	Perte de valeur totale fin 2007
2B Recyclage	1 716	-1 084				-1 084
OCCAMAT	859	-859				-859
Exchem Polymer Systems			-2 240		2 240	
Total	2 575	-1 943	-2 240		2 240	-1 943

Au 31 décembre 2007 une reprise sur perte de valeur a été effectuée pour un montant de 2 240 K€. Cette reprise est liée à la cession de la division Exchem Polymer Systems.

15. Immobilisations incorporelles

Aucune perte de valeur n'a été constatée sur les immobilisations incorporelles pour les deux exercices 2006 et 2007.

En milliers d'euros	Concessions, brevets, licences	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles & immo incorp en cours	Total
Valeurs brutes				
Au 1^{er} janvier 2006	1 558	313	696	2 567
Acquisitions et augmentations	56	9	358	423
Variations de périmètre				
Sorties	(75)			(75)
Ecart de conversion	1		(3)	(2)
Autres mouvements	(26)	6	13	(7)
Au 31 décembre 2006	1 514	328	1 064	2 906
Amortissements cumulés				
Au 1^{er} janvier 2006	(1 162)	(210)	(517)	(1 889)
Dotations aux amortissements	(177)	(38)	(49)	(264)
Variation de périmètre				
Sorties	73			73
Ecart de conversion	(1)			(1)
Autres mouvements	21		(13)	8
Au 31 décembre 2006	(1 246)	(248)	(579)	(2 073)
Valeur nette au 1^{er} janvier 2006	396	103	179	678
Valeur nette au 31 décembre 2006	268	80	485	833

Valeurs brutes				
Au 1^{er} janvier 2007	1 514	328	1 064	2 906
Acquisitions et augmentations	382	15	165	562
Variations de périmètre	18		4	22
Sorties	(144)		(13)	(157)
Ecart de conversion	(6)		(8)	(14)
Autres mouvements	20	54	(128)	(54)
Au 31 décembre 2007	1 784	397	1 084	3 265
Amortissements cumulés				
Au 1^{er} janvier 2007	(1 246)	(248)	(579)	(2 073)
Dotations aux amortissements	(130)	(52)	(43)	(225)
Variation de périmètre	(16)		(1)	(17)
Sorties	134		16	150
Ecart de conversion	5		5	10
Autres mouvements	(20)		(48)	(68)
Au 31 décembre 2007	(1 273)	(300)	(650)	(2 223)
Valeur nette au 1^{er} janvier 2007	268	80	485	833
Valeur nette au 31 décembre 2007	511	97	434	1 042

16. Immobilisations corporelles

En milliers d'euros	Terrains & constructions	Total ITMO (*)	Total autres immos corp.	Immob. en cours et autres	Total
Valeurs brutes					
Au 1^{er} janvier 2006	46 726	110 699	24 521	2 183	184 129
Acquisitions et augmentations	963	12 691	4 188	1 870	19 712
Variations de périmètre		2 483	1 674		4 157
Sorties	(602)	(10 493)	(4 550)		(15 645)
Ecart de conversion	190	352	(91)	9	460
Autres mouvements	834	32	143	(945)	64
Au 31 décembre 2006	48 111	115 764	25 885	3 117	192 877
Amortissements					
Au 1^{er} janvier 2006	(23 591)	(61 589)	(17 511)		(102 691)
Variations de périmètre		(1 295)	(960)		(2 255)
Dotation aux amortissements	(1 087)	(10 133)	(2 814)		(14 034)
Sorties	596	8 710	4 202		13 508
Ecart de conversion	(87)	(182)	48		(221)
Autres mouvements	470	189	(87)		572
Au 31 décembre 2006	(23 699)	(64 300)	(17 122)		(105 121)
Pertes de valeur					
Au 1^{er} janvier 2006	(2 785)	(4 604)	(312)	(12)	(7 713)
Variations de périmètre					
Dotation aux pertes de valeur					
Reprise de perte de valeur	233	841	312		1386
Sorties					
Ecart de conversion	(48)	(71)			(119)
Autres mouvements				12	12
Au 31 décembre 2006	(2 600)	(3 834)			(6 434)
Valeur nette 1^{er} janvier 2006	20 350	44 506	6 698	2 171	73 725
Valeur nette 31 décembre 2006	21 812	47 630	8 763	3 117	81 322

(*) Installation matériel et outillage.

Valeurs brutes					
Au 1^{er} janvier 2007	48 111	115 764	25 885	3 117	192 877
Acquisitions et augmentations	2 691	15 991	2 929	3 641	25 252
Variations de périmètre	73	4 001	335	265	4 674
Sorties	(5 537)	(13 925)	(2 215)	(23)	(21 700)
Ecart de conversion	(892)	(2 287)	(118)	(22)	(3 319)
Autres mouvements	2 423	2 360	(464)	(4 294)	25
Au 31 décembre 2007	46 869	121 904	26 352	2 684	197 809
Amortissements					
Au 1^{er} janvier 2007	(23 699)	(64 300)	(17 122)		(105 121)
Variations de périmètre	(64)	(1 762)	(118)		(1 944)
Dotations aux amortissements	(714)	(11 477)	(2 689)		(14 880)
Sorties	2 976	9 543	1 913		14 432
Ecart de conversion	389	1 400	93		1 882
Autres mouvements	(48)	(371)	509		90
Au 31 décembre 2007	(21 160)	(66 967)	(17 414)		(105 541)
Pertes de valeur					
Au 1^{er} janvier 2007	(2 600)	(3 834)			(6 434)
Variations de périmètre					
Dotations aux pertes de valeur	(27)				(27)
Reprise de perte de valeur	1 163	1 081			2 244
Sorties	3				3
Ecart de conversion	154	272			426
Autres mouvements					
Au 31 décembre 2007	(1 307)	(2 481)			(3 788)
Valeur nette 1^{er} janvier 2007	21 812	47 630	8 763	3 117	81 322
Valeur nette 31 décembre 2007	24 402	52 456	8 938	2 684	88 480

Les pertes de valeurs sont détaillées dans la note 14.

Réconciliation des « Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles » des notes 15 et 16 avec le Tableau de flux de trésorerie

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Acquisition d'immobilisations incorporelles	562	423
Acquisition d'immobilisations corporelles	25 252	19 712
	25 814	20 135
Elimination des acquisitions d'immobilisations en contrats de location	-2 847	-1 178
Variation des dettes sur acquisitions d'immobilisations corporelles	-237	52
	-3 084	-1 126
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles - Tableau de Flux de Trésorerie	22 730	19 009

Contrats de locations financement

Les immobilisations corporelles incluent les éléments suivants pris en location financement :

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Constructions		
Valeur brute	927	
Amortissements et dépréciations cumulés	-68	
Valeur nette comptable	859	
Installations techniques, matériels et outillages		
Valeur brute	13 744	13 826
Amortissements et dépréciations cumulés	-9 086	-8 547
Valeur nette comptable	4 658	5 279
Autres immobilisations corporelles		
Valeur brute	4 009	3 781
Amortissements et dépréciations cumulés	-2 628	-2 269
Valeur nette comptable	1 381	1 512

17. Sociétés du Groupe

Sociétés	Pays	% détention	
		dec 07	dec 06
Filiales - Intégration globale			
EPC SA	France	100,00	100,00
NITROCHIMIE SNC	France	65,00	64,99
SIMECO SAS	France	52,00	52,00
DTS SARL	France	56,57	56,57
SOCCAP SAS	France	65,00	64,99
STIPS SAS	France	65,00	64,99
DEMOKRITE SAS	France	99,99	99,99
ATD SAS	France	78,30	69,99
PRODEMO SAS	France	99,99	99,99
Société de forage en Guinée (SAS)	France	65,00	64,99
OCCAMAT SAS	France	99,99	99,99
OCCAMIANTE SAS	France	99,99	99,99
2B RECYCLAGE SAS	France	99,99	99,99
STIPS TI SAS	France	99,99	99,99
FORAGE MINAGE DE L'OUEST (FMO)	France	52,00	52,00
DCLIC	France	99,99	
LES DEPOTS D'EXPLOSIFS	France	100,00	
GENISSIAT PARTICIPATIONS	France	100,00	
HYDRAU MECA SERVICES	France	99,99	
EPC MINERTECK Europe	France	100,00	
PYRENEES MINAGE	France	65,00	
SNC ROOSEVELT DUMAS	France	99,99	
SOCIETE AFRICAINE MINES SERVICES	France	100,00	
SOCIETE MINE AFRIQUE	France	100,00	
U2C	France	99,99	
SOCIETA ESPLOSIVI INDUSTRIALI Spa (S.E.I)	Italie	100,00	100,00
SARDA ESPLOSIVI INDUSTRIALI Spa	Italie	100,00	100,00
INTEREM	Italie	100,00	100,00
EXCHEM Plc	Grande Bretagne	86,78	86,78
EXCHEM DEFENSE SYSTEMS Ltd	Grande Bretagne	99,86	99,86
BLASTING SERVICES Ltd	Grande Bretagne	86,78	86,78
SCAM	Maroc	99,86	99,86
MAROC DYNAMITE	Maroc	94,00	79,08
DYNAMICHAINES	Belgique	51,56	51,56
DGO M3	Belgique	26,30	26,30
EMPRESA DE EXPLOSIVOS INDUSTRIAIS LDA (EEI)	Portugal	43,60	43,59
GALILEO EXPLOSIVOS, SA	Espagne	69,35	69,34
SERAFINA ORTEGA E HIJOS, SA	Espagne	41,61	41,61
SERVICIOS INTEGRALES DEL EXPLOSIVO, SL	Espagne	69,35	69,31
EPC Gmbh	Allemagne	65,00	64,99

DEXPLO GMBH	Allemagne	100,00	100,00
DEXPLO SPRENGTECHNIK (EX DEXPLOMINEX)	Allemagne	100,00	100,00
LUTSCHER	Allemagne	100,00	
STAHLHACKE	Allemagne	100,00	
EXPLOMINEX	Pologne	100,00	64,99
NITROKEMFOR	Guinée	65,00	64,99
NITROKEMFOR SERVICES	Guinée	65,00	
NITROKEMFOR SENEGAL	Sénégal	65,00	64,99
SKANEXPLO AB	Suède	100,00	100,00
SKANEXPLO AS	Norvège	100,00	100,00
EPCAPRE	Luxembourg	100,00	99,00
BURKINA FASO	Burkina Faso	100,00	

Sociétés	Pays	% détention	
		Dec 07	dec 06
Entreprises associées – Mises en équivalence			
ARABIAN EXPLOSIVES (PRIVATE Ltd)	Emirats Arabes Unis	40,00	40,00
KINSITE SA	France	32,92	32,92
CRODA EPC (ex CELTITE AUSTRALIA)	Australie	38,68	38,68

Coentreprises - Intégration proportionnelle			
SOCIETE DE MINAGE EN GUINEE (SAS)	France	32,50	32,50
EXOR EXPLOSIVES LTD	Grande Bretagne	43,39	43,39
NITROKEMINE	Guinée	32,50	32,50
KEMEK LTD	Irlande	50,00	50,00

Entreprises non consolidées			
STID	France	99,90	99,90
NITRATES ET ENGRAIS	France	55,49	55,49
LES DEPOTS D'EXPLOSIFS	France		99,60
CORSE EXPANSIF	France	19,83	16,24
DSD DEMOLITION	France		99,99
DAVEY BICKFORD	France	10,00	10,00
SICIEX	France	98,00	98,00
CORSE CONFORTEMENT FORAGE MINAGE	France	11,44	11,44
SCI DE LA PAIX	France	16,25	16,25
ECOHUB	France	50,00	50,00
SOCIETE MINE AFRIQUE	France		100,00
EPC MINETEK	France	100,00	
DIOGEN	France	99,75	
DEMOSTEN	France	99,75	
STIPS Belgique	Belgique	99,80	99,80
STIPS Luxembourg SA	Luxembourg	99,80	99,80
STIPS Roumanie	Roumanie	100,00	

STIPS Italie	Italie	100,00	
STIPS Albanie	Albanie	100,00	
LUTSCHER	Allemagne		100,00
SILEX SEGURIDAD	Italie	69,30	69,30
SANTOS DE CUNHA 7	Portugal	13,08	13,08
CALEXPLO	Nouvelle Calédonie	33,14	33,14
SOCIETE CONGOLAISE DES EXPLOSIFS	Congo	47,02	47,02
COMPAGNIE CONGOLAISE DE RECYCLAGE	Congo	40,00	40,00
SOCIETE GABONAISE DES EXPLOSIFS	Gabon	46,94	46,94
SOCIETE CAMEROUNAISE DES EXPLOSIFS	Cameroun	49,00	49,00
GEROMINEX	Roumanie	51,99	51,99
SOCIETE SENEGALAISE D'EXPLOSIFS	Sénégal	50,00	
NITROKEMFOR SERVICES	Guinée		56,20
CIE GUINEENNE DE PRODUITS CHIMIQUES	Guinée	32,50	32,50

18. Participation dans les entreprises associées

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Valeur à l'ouverture de l'exercice	3 733	6 124
Quote part du résultat	2 834	2 159
Ecart de conversion	-175	-456
Dividendes	-2 068	-2 933
Variation de périmètre		-1 161
Valeur à la clôture de l'exercice	4 324	3 733

Les intérêts du Groupe dans ses entreprises associées étaient les suivants :

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Actifs	4 676	4 016
Passifs	360	588
Produit des activités ordinaires	8 436	7 805
Résultats nets	2 834	2 163

19. Participation dans les co-entreprises

Le groupe détient des participations dans quatre co-entreprises : Kemek, Exor, Nitrokemine Guinée et SMG (maison mère de Nitrokemine Guinée).

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Actifs courants	10 251	9 750
Actifs non courants	6 114	5 301
Actifs	16 365	15 051
Passifs courants	4 324	4 081
Passifs non courants	3 079	3 620
Passifs	7 403	7 701
Actif net	8 962	7 350
Produit des activités ordinaires	26 824	25 333
Charges	18 300	17 666
Résultat net	8 524	7 667

20. Autres actifs financiers non courants

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Titres de participation	4 408	5 765
Prêts à +1an	346	1 546
Provisions sur titres	(1 253)	(1 737)
Divers	171	(217)
Total autres actifs financiers non courants	3 672	5 357

21. Instruments financiers dérivés

Les transactions relatives aux dérivés de couverture ont été très peu nombreuses au cours des exercices 2006 et 2007, et la juste valeur des instruments de couverture n'est pas significative.

22. Stocks

22.1 Variation des stocks d'en-cours et produits finis

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Production stockée des biens	1 311	-318
Variation d'en-cours de production de biens	877	-307
Variation d'en-cours de production de services	-99	9
Total	2 089	-616

22.2 Stocks et en cours

Les mouvements concernant les stocks reconnus en compte de résultat sont les suivants :

En milliers d'euros	Exercice 2007			Exercice 2006		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Matières premières & autres approvisionnements	11 027	(378)	10 649	7 594	(649)	6 945
En cours de production de biens et services	1 344		1 344	529		529
Produits intermédiaires et finis	8 935	(74)	8 861	7 751	(86)	7 665
Marchandises	12 220	(39)	12 181	10 752	(37)	10 715
Total	33 526	(491)	33 035	26 626	(772)	25 854

Mouvements des stocks reconnus en compte de résultat

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Variation stocks mp, fournit. & autres appro.	2 639	(418)
Variation stocks de marchandises	1 589	1 289
Variation de stocks d'encours et de produits finis	2 089	(616)
Dotation aux provisions sur stocks	(39)	(70)
Reprise de provisions sur stocks	322	1 108
Autres		
Total	6 600	1 293

23. Clients et autres débiteurs

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Avances et acomptes	1 498	882
Créances clients	126 062	122 003
Autres créances	9 003	9 046
Dépréciation clients et comptes rattachées	-4 983	-5 376
Créances fiscales – hors IS	6 711	2 918
Autres montants	4 229	2 310
Total	142 520	131 783

Les créances clients dont le retard de paiement est inférieur à 6 mois s'élève à 19 581 K€, dont 267 K€ provisionnés, et celles dont le retard de paiement est supérieur à 6 mois s'élèvent à 11 739 K€, dont 4 447 K€ provisionnés.

24. Trésorerie et équivalents de trésorerie

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
VMP – Equivalents de trésorerie	9 742	16 175
Disponibilités	26 641	24 291
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	36 383	40 466

Le total de la trésorerie indiqué dans le tableau des flux de trésorerie comprend :

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	36 383	40 466
Découverts bancaires	(15 233)	(8 179)
Total	21 150	32 287

25. Capital

	Nombre d'actions	Nombre de parts de fondateurs	Total (en milliers d'euros)
Au 31 décembre 2006 et 31 décembre 2007	168 400	29 473	5 220

Le capital est composé de 168 400 actions de 31 €. Un droit de vote double est attribué à toutes les actions nominatives, entièrement libérées, inscrites depuis cinq ans au moins au nom d'un même titulaire.

Il existe 29 473 parts de fondateurs sans valeur nominative offrant un droit dans les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation. Les réserves de la société tête de Groupe, la SA EPC, comportent un Fonds Précipitaire des parts qui bénéficiera exclusivement à ces dernières en cas de liquidation de la Société. Son montant s'élève désormais à 1 740 000 €, soit 25/75^{ème} du capital social.

26. Dettes financières

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Emprunts bancaires >1 an	10 381	8 236
Crédit bail >1 an	4 229	3 581
Autres		
Total dettes financières – non courant	14 610	11 817

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Emprunts bancaires <1 an	20 235	15 033
Autres emprunts et dettes assimilées	7 435	6 654
Crédit bail <1 an	2 144	2 045
Découverts bancaires	15 233	8 179
Intérêts courus sur emprunt	-31	31
Total dettes financières – courant	45 016	31 942

EPC SA a mis en place au cours du 1^{er} trimestre 2007 une ligne de financement structuré de 25 M€ pour financer d'éventuelles acquisitions et au cours des 2^{ème} et 3^{ème} trimestres, deux lignes de financement de 10 M€ chacune pour financer des projets.

Ces facilités ont été utilisées à fin décembre 2007 à hauteur de 5 M€.

Des ratios financiers doivent être désormais respectés :

- Ratio de Structure Financière (rapport de l'Endettement Financier Net Consolidé sur les Capitaux Propres), il s'élève à 0,196 au 31 décembre 2007, inférieur aux 0,75 exigés.
- Ratio de Levier Financier (rapport de l'endettement Financier Net Consolidé sur l'Excédent Brut d'Exploitation Consolidé), il s'élève à 1,02 au 31 décembre 2007, inférieur aux 2,5 exigés.

27. Impôts différés

Les mouvements d'impôts différés durant l'exercice sont les suivants :

En milliers d'euros	Provisions dépollution et décontamination et démantèlement	Fonds de pension	Autres	Total
Au 1er janvier 2006	4 530	3 241	(2 520)	5 251
Enregistré au compte de résultat	372	394	852	1 618
Enregistré en capitaux propres	-	(921)	(310)	(1 231)
Variation de périmètre	7		(207)	(200)
Différences de change	25		33	58
Au 31 décembre 2006	4 934	2 714	(2 152)	5 496
Enregistré au compte de résultat	(48)	382	600	934
Enregistré en capitaux propres		(53)	(13)	(66)
Variation de périmètre		10	(76)	(66)
Différences de change	(134)		(98)	(232)
Au 31 décembre 2007	4 752	3 053	(1 739)	6 066

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Impôts différés actifs	7 678	7 438
Impôts différés passifs	1 612	1 942
Impôts différés nets	6 066	5 496

28. Fournisseurs et autres créditeurs

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Dettes fournisseurs	65 225	65 409
Avances et acomptes reçus sur commandes	6 448	2 706
Dettes sociales	11 837	10 964
Dettes fiscales	13 015	9 776
Autres dettes	7 518	3 724
Total	104 043	92 579

29. Provisions pour avantages aux salariés

29.1 Indemnités de fin de carrière

Ce régime concerne le personnel des sociétés françaises. Les calculs ont été effectués en accord avec la réglementation française et le règlement IAS 19.

Les mouvements de la provision pour indemnités de fin de carrière sont les suivants :

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Valeur actuelle de l'obligation au 1^{er} janvier	1 199	1 111
Dépenses reconnues en compte de résultat	168	148
Ecart actuariels reconnus en capitaux propres	-84	-60
Variations de périmètres	77	
Valeur actuelle de l'obligation au 31 décembre	1 360	1 199

Les montants enregistrés au compte de résultat de l'exercice sont les suivants :

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Coût des services rendus au cours de l'exercice	99	95
Coût financier	69	53
Coût des services passés		
Total	168	148

Le coût de services rendus est inclus dans les charges de personnel au compte de résultat, et le coût financier en autres charges financières.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes :

	Exercice 2007	Exercice 2006
Taux d'actualisation	5,15 %	4,25 %
Taux attendus d'augmentation des salaires	2,50 %	2,50 %
Taux de rotation du personnel :		
20 – 29 ans	10 %	10 %
30 – 39 ans	5 %	5 %
40 – 49 ans	3 %	3 %
50 – 65 ans	1 %	1 %

29.2 Engagements de retraite

Régime à prestations définies

Les sociétés du groupe concernées par un régime à prestations définies sont, outre la société mère EPC, les sociétés anglaises, irlandaises et italiennes.

Pour la société mère EPC, il s'agit d'un régime de retraite souscrit dans le cadre de l'article 39 du code général des impôts, par lequel la société garantit le niveau futur des prestations définies dans l'accord.

Dans les pays anglo-saxon, il s'agit d'un système de fonds de pension.

En Italie, il s'agit du régime des TFR (système de rémunération différée, éligible IAS 19).

Les montants enregistrés au bilan sont les suivants :

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Valeur actuelle des obligations partiellement ou totalement financées	51 579	56 478
Juste valeur des actifs du régime	(46 878)	(48 629)
	4 701	7 849
Valeur actuelle des obligations non financées	2 072	2 195
Passif net	6 773	10 044

Les montants enregistrés au compte de résultat de l'exercice sont les suivants :

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 288	1 511
Coût financier	181	697
Rendement attendu des actifs du régime	-17	-403
Coût des services passés	-171	110
Ecarts de change		
Total	1 281	1 915

Le coût de services rendus est inclus dans les charges de personnel au compte de résultat, et le coût financier en autres charges financières.

Les mouvements enregistrés au bilan du passif (actif) net sont les suivants :

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier	10 044	13 771
Dépenses reconnues en compte de résultat	1 281	1 915
Cotisations versées	-3 172	-2 315
Ecarts actuariels enregistrés en capitaux propres	-579	-3 280
Prestations servies	-276	-211
Ecart de conversion	-525	164
Valeur nette comptable au 31 décembre	6 773	10 044

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes :

	Exercice 2007	Exercice 2006
Taux d'actualisation	[4,5 % à 5,6 %]	[4 % à 4,8 %]
Taux de rendement attendus des actifs du régime	[2,5 % à 7,8 %]	[2,5 % à 7 %]
Taux attendus d'augmentation des salaires	[4 % à 4,65 %]	[3 % à 4,3 %]
Taux d'inflation	[2 % à 3,5 %]	[1,5 % à 2,6 %]

30. Autres provisions

En milliers d'euros	Démantèlement Décontamination Dépollution	Restructuration	Autres	Total
Au 31 décembre 2006	21 155	3 059	2 165	26 379
Provisions supplémentaires et augmentations			3 761	3 761
Montants utilisés		-820	-1 887	-2 707
Variation de périmètre			28	28
Augmentation du montant actualisé (effet temps et modification de taux)	-332			-332
Différences de change (conversion des états financiers de sociétés étrangères)	-678		-3	-681
Au 31 décembre 2007	20 145	2 239	4 064	26 448

Dont :	Exercice 2007	Exercice 2006
Courant	2 708	3 640
Non courant	23 740	22 739
Total	26 448	26 379

31. Subventions publiques

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Subvention d'investissement part à plus d'un an	1 590	1 759
Subvention d'investissement part à moins d'un an		
Total	1 590	1 759

32. Dividendes par action

Les dividendes versés en 2007 se sont élevés à 1.234.933 € (2006 : 1.010.600 €), soit 5,50 €/action (2005 : 4,5 €/action) et 10,48 €/part de fondateur (2006 : 8,57 €/part).

33. Marge brute d'autofinancement

en milliers d'euros	Exercice 2 007	Exercice 2 006
Résultat net total consolidé	9 832	6 266
Elim. du résultat des mises en équivalence	-2 834	-2 159
Elim. des amortissements et provisions	14 976	14 784
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	3 700	1 464
Elim. des produits de dividendes	-114	-105
Marge brute d'autofinancement	25 560	20 250

34. Besoin en Fonds de Roulement

Le besoin en fonds de roulement s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	Exercice 2007	Variation BFR & prov. Courantes	Autres variations	Exercice 2006
Stocks et en cours	33 035	-6 600	-581	25 854
Clients et autres débiteurs	142 520	-10 163	-574	131 783
Autres actifs long terme	1 385	194	-969	610
Autres actifs courants	4 803	-99	-1 119	3 585
Sous total	181 743	-16 668	-3 243	161 832
Fournisseurs et autres créditeurs	-104 043	6 334	5 130	-92 579
Autres passifs long terme	-2 380	-1 315	522	-3 173
Autres passifs courants	-2 251	-6 853	401	-8 703
Sous total	-108 674	-1 834	6 053	-104 455
Besoin en fonds de roulement	73 069	-18 502	2 810	57 377

35. Incidence des variations de périmètre

En milliers d'euros	Exercice 2007
Trésorerie acquise lors des entrées de périmètre	31
Investissement en titres consolidés	-1 479
Impacts des entrées de périmètre	-1 448
Variation des dettes sur immobilisation liée à la cession des titres consolidés	-450
Variation de la trésorerie liée aux cessions	
Total Autres charges	-450
Total autres produits et charges d'exploitation	-1 898

36. Engagements hors bilan

36.1 Garanties données

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Effets escomptés non échus	3 538	3 559
Avals et cautions	8 358	3 241
Garanties d'actif et de passif	0	0
Hypothèques & nantissements	4 609	3 879
Autres	0	0
Total	16 505	10 679

36.2 Garanties reçues

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
---------------------	---------------	---------------

Avals et cautions (reçus)	4 595	7 948
Autres	409	609
Total	5 004	8 557

36.3 Engagements en matière de contrats de location simple

Les engagements en matière de contrats de location sont indiqués en note 3.3.6.

37. Abandons d'activités

Arrêt des activités portugaises

Le résultat net 2007 relatif aux activités abandonnées ne concerne que la poursuite du plan d'arrêt de l'activité portugaise.

Analyse du résultat relatif aux activités abandonnées

En milliers d'euros	Exercice 2007	Exercice 2006
Produit des activités ordinaires		1 634
Charges et produits	(402)	(2 042)
Résultat avant impôts des activités abandonnées	(402)	(408)
Impôts		(65)
Résultat net des activités abandonnées	(402)	(473)

38. Effectifs

Catégorie de personnel	Exercice 2007	Exercice 2006
Ingénieurs et cadres	203	170
Agents de maîtrise, techniciens & employés	760	792
Ouvriers	843	675
Total	1 806	1 637

Les effectifs sont pris en compte à 100% pour les sociétés intégrées par la méthode de l'intégration globale et en fonction du pourcentage d'intégration pour les sociétés intégrées par la méthode de l'intégration proportionnelle.

39. Honoraires

Groupe EPC
Etats financiers consolidés au 31 décembre 2007

En milliers d'euros	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
AUDIT												
- Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés												
- EPC	111	64	38%	29%	102	40	100%	100%	26			7%
- Filiales intégrées globalement	173	129	59%	59%					320	222	55%	59%
- Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes												
- EPC		11		5%					22			4%
- Filiales intégrées globalement		7		3%					56	31	10%	8%
Sous-total Audit	284	211	97%	96%	102	40	100%	100%	397	279	68%	74%
AUTRES PRESTATIONS												
Juridiques, Fiscal, social	4	7	1%	3%					128	86	22%	23%
Autres	5	2	2%	1%					56	12	10%	3%
Sous-total autres prestations	9	9	3%	4%					184	98	32%	26%
TOTAL	293	220	100%	100%	102	40	100%	100%	581	377	100%	100%

40. Événements post clôture

Fusion des sociétés Dexplo Sprengtechnik et Stahlhacke

Les sociétés Dexplo Sprengtechnik et Stahlhacke ont fusionné à effet 1^{er} janvier 2008.

Augmentation de capital de Demokrite

En mars 2008, le capital de Demokrite a été porté à 20 M€.

SAS REGEC

A.C.E.

AUDITEURS ET CONSEILS D'ENTREPRISE

71, avenue Victor Hugo
75116 PARIS

5, avenue Franklin Roosevelt
75008 PARIS

E.P.C.

Société anonyme
61, rue Galilée
75008 PARIS

**RAPPORT GENERAL
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Exercice clos le 31 décembre 2007

SAS REGEC

A.C.E.

AUDITEURS ET CONSEILS D'ENTREPRISE

71, avenue Victor Hugo
75116 PARIS

5, avenue Franklin Roosevelt
75008 PARIS

E.P.C.

Société anonyme

61, rue Galilée

75008 PARIS

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2007

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Société E.P.C., tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS :

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. - JUSTIFICATION DE NOS APPRECIATIONS :

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note 2 – « règles et méthodes comptables » de l'annexe expose également les principes d'évaluation des participations détenues. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES :

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris, le 30 avril 2008
Les Commissaires aux Comptes

SAS REGEC

A.C.E
AUDITEURS ET CONSEILS D'ENTREPRISE

André-Paul BAHUON

Alain AUVRAY

SAS REGEC

A.C.E.

AUDITEURS ET CONSEILS D'ENTREPRISE

71, avenue Victor Hugo
75116 PARIS

5, avenue Franklin Roosevelt
75008 PARIS

E.P.C.

Société anonyme

61, rue Galilée

75008 PARIS

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

Exercice clos le 31 décembre 2007

SAS REGEC

A.C.E.

AUDITEURS ET CONSEILS D'ENTREPRISE

71, avenue Victor Hugo
75116 PARIS

5, avenue Franklin Roosevelt
75008 PARIS

E.P.C.

Société anonyme
61, rue Galilée
75008 PARIS

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

Exercice clos le 31 décembre 2007

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société E.P.C. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Des jugements et estimations significatifs sont retenus par la Direction tels que décrits en note 3.3.1 de l'annexe. Pour l'ensemble de ces estimations, nous avons apprécié les données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces jugements et estimations, revu par sondage les calculs effectués par le groupe, examiné la documentation disponible et vérifié que l'annexe donne une information appropriée sur les hypothèses retenues.
- Plus particulièrement, des tests de recouvrabilité des actifs corporels et incorporels sont effectués à chaque inventaire selon les modalités relatées en notes 3.2.6 et 3.3.2 de l'annexe. Nos travaux ont consisté à apprécier la cohérence des hypothèses retenues et à revoir les calculs effectués par le groupe. Dans la cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des estimations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris, le 30 avril 2008

Les Commissaires aux Comptes

SAS REGEC

A.C.E

AUDITEURS ET CONSEILS D'ENTREPRISE

André-Paul BAHUON

Alain AUVRAY



EPC
GROUPE

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2007

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Henri Lorain

Directeur Général

Remi Peltier

Directeur Administratif & Financier

SOCIÉTÉ ANONYME D'EXPLOSIFS ET DE PRODUITS CHIMIQUES

61, Rue Galilée - 75008 Paris - ☎ 01 40 69 80 00 - Fax : 01 40 69 80 50
S.A. au capital de 5 220 400 € - SIREN 542 037 361 - RCS PARIS